

## INSTRUCTION

N° 01-123-E du 17 décembre 2001

NOR : BUD R 01 00123 J

Texte publié au **Bulletin Officiel de la Comptabilité Publique**

### SEUILS EURO

#### ANALYSE

Mise à niveau des seuils à l'occasion du passage à l'euro

Date d'application : 17/12/2001

#### MOTS-CLÉS

EURO ; ADMINISTRATION DE L'ÉTAT ; CONVERSION ; SEUIL

#### DOCUMENTS À ANNOTER

Néant

#### DOCUMENTS À ABROGER

Néant

#### DESTINATAIRES POUR APPLICATION

ACT	RGP	PGT	TPGR	TPG	DOM	CRP	TGAP	TGC	TGE	TGCST	RF	T
SR	TOM	CSOM	CPE	CSE	EP	BA	CAS					

#### DIFFUSION

GT 64

*DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE*

*Cellule EURO*

**LISTE DES ANNEXES**

ANNEXE N° 1 : Adaptation en euros de certains montants figurant dans les textes législatifs et réglementaires.....	4
ANNEXE N° 2 : Cadre législatif.....	8
ANNEXE N° 3 : Cadre réglementaire .....	41
ANNEXE N° 4 : Modifications des seuils et montants fixés par instructions, notes de service ou lettres circulaires. ....	126
ANNEXE N° 5 : Seuils et montants convertis à ce jour selon les règles communautaires mais dont une adaptation a été demandée. ....	128

En application des règlements communautaires n°1103/97/CE du 17 juin 1997 fixant certaines dispositions relatives à l'introduction de l'euro et n°974/98/CE du 3 mai 1998 concernant l'introduction de l'euro, les références aux unités monétaires nationales qui figurent dans les textes législatifs et réglementaires devront être lues à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2002 comme des références à l'euro, en appliquant le taux de conversion de 1 euro égal 6,55957 francs, avec arrondissement à la deuxième décimale.

Par dérogation à cette règle, il est toutefois apparu nécessaire de fixer certains montants monétaires à des valeurs exprimées en euros sans décimales, ou plus significatives, afin d'en améliorer la lisibilité et de faciliter leur mémorisation.

Deux principes majeurs sous-tendent cette disposition.

En premier lieu, l'adaptation des textes doit être justifiée par le souci de maintenir leur lisibilité et seuls ceux qui ne peuvent que difficilement s'accommoder de valeurs comportant deux chiffres après la virgule ont en conséquence été modifiés. L'application pure et simple des règles communautaires de conversion et d'arrondi reste en effet le principe et les adaptations font figure d'exceptions.

En deuxième lieu, les adaptations ont été effectuées en respectant un principe de neutralité financière globale. Si, ponctuellement et dans des proportions minimales, le choix de montants arrondis par excès ou par défaut peut avoir un effet sur les sommes versées ou reçues, il n'avantagera pas globalement les uns ou les autres.

L'adaptation du cadre législatif a été réalisée par voie d'ordonnance n°2000-916 du 19 septembre 2000. Pour le cadre réglementaire, chaque ministère a eu la charge de la mise à niveau des normes réglementaires relevant de sa compétence.

La présente instruction récapitule, en annexe 1, l'ensemble des textes parus à ce jour. Elle sera actualisée, en cas de besoin, au fur et à mesure des nouvelles publications.

Les annexes 2 (cadre législatif) et 3 (cadre réglementaire) répertorient sous forme de tableaux de synthèse les montants modifiés en précisant, pour chacun d'entre eux, la nature de la mesure qu'ils concernent et leurs valeurs en francs avant basculement.

Tous ces textes peuvent être consultés dans leur version intégrale dans les journaux officiels référencés ou sur le site Légifrance.

Par ailleurs, les modifications des seuils et montants fixés par instructions, notes de service ou lettres circulaires de la Direction Générale de la Comptabilité Publique (à l'exclusion des textes relatifs aux éléments de rémunération) sont également intégrées et présentées en annexe 4.

En revanche, certains seuils figurant dans l'annexe 5, feront l'objet d'une adaptation prochaine, mais dans l'attente de la publication du texte les modifiant, ils seront convertis selon les règles communautaires de conversion et d'arrondis.

Enfin, je vous précise que pour tout renseignement concernant les seuils, il vous appartient de vous adresser désormais aux bureaux réglementaires concernés et non à la cellule euro qui va être dissoute prochainement.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur Général de la Comptabilité Publique

LE CHEF DE SERVICE

JEAN-BAPTISTE GILLET

ANNEXE N° 1 : Adaptation en euros de certains montants figurant dans les textes législatifs et réglementaires.

TEXTES PARUS AU JOURNAL OFFICIEL

**A - TEXTE LEGISLATIF**

TEXTE	Date de publication au Journal officiel	Remarques
Ordonnance n°2000-916 du 19 septembre 2000	JO du 22 septembre 2000	Peut être consultée sur <a href="http://www.euro.gouv.fr">www.euro.gouv.fr</a> (rubrique textes de références)

**- TEXTES REGLEMENTAIRES**

MINISTERE	TEXTE	Date de publication au Journal officiel	Remarques
<b>AGRICULTURE</b>			
	Décret en Conseil d'Etat n°2001-318 du 11 avril 2001	JO du 14 avril 2001	Code rural et forestier
	Décret n°2001-319 du 11 avril 2001	JO du 14 avril 2001	Agriculture
	Décret n°2001-320 du 11 avril 2001	JO du 14 avril 2001	Prétraite dans les départements d'outre-mer
	Arrêté du 7 septembre 2001	JO du 19 septembre 2001	Institution des régies de recettes et d'avances par les présidents des chambres d'agriculture
	Arrêté du 19 septembre 2001	JO du 6 octobre 2001	Institution des régies de recettes et d'avances par les directeurs d'établissements publics locaux d'enseignement et de formation professionnelle agricole
<b>CULTURE ET COMMUNICATION</b>			
	Décret n°2001-771 du 28 août 2001	JO du 31 août 2001	Fixation divers droits d'expédition et d'extraits authentiques
	Arrêté du 23 octobre 2001	JO du 31 octobre 2001	Patrimoine et cinéma

## ANNEXE N° 1 (suite)

<b>DEFENSE</b>			
	Arrêté du 10 octobre 2001	JO du 23 octobre 2001	Remboursement de certaines dépenses des armées
<b>ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE</b>			
	Décret en Conseil d'Etat n°2001-95 du 2 février 2001	JO du 3 février 2001	Peut être consulté sur <a href="http://www.euro.gouv.fr">www.euro.gouv.fr</a> (rubrique textes de références)
	Décret n°2001-96 du 2 février 2001	JO du 3 février 2001	idem
	Arrêté du 12 juillet 2001	JO du 22 juillet 2001	idem
	Arrêté du 3 septembre 2001	JO du 11 septembre 2001	idem
	Arrêté du 20 septembre 2001	JO du 29 septembre 2001	idem
	Arrêté du 16 novembre 2001	Non paru à ce jour	Prix de remboursement des carnets de tickets acquittés dans les casinos
<b>EDUCATION NATIONALE</b>			
	Arrêté du 9 juillet 2001	JO du 19 juillet 2001	Institution de régies de recettes et d'avances par les ordonnateurs des états pub. à caractère scientifique, culturel et professionnel
<b>EMPLOI ET SOLIDARITÉ</b>			
	Décret en Conseil d'Etat n°2001-384 du 30 avril 2001	JO du 5 mai 2001	
<b>EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT</b>			
	Arrêté du 29 octobre 2001	JO du 14 novembre 2001	
	Arrêté du 23 octobre 2001	JO du 31 octobre 2001	Patrimoine et cinéma
<b>FONCTION PUBLIQUE ET REFORME DE L'ETAT</b>			
	Décret n°2001-495 du 6 juin 2001	JO du 10 juin 2001	Transparence financière des aides octroyées par P.P. Applicable immédiatement
	Arrêté du 30 août 2001	JO du 14 septembre 2001	Taux de base des indemnités forfaitaires de stage

## ANNEXE N° 1 (suite)

	Arrêté du 30 août 2001	JO du 14 septembre 2001	Taux des indemnités de stage et frais de déplacement dans les DOM
	Arrêté du 30 août 2001	JO du 14 septembre 2001	Taux des indemnités forfaitaires de déplacement dans les DOM
	Arrêté du 20 septembre 2001	JO du 28 septembre 2001	Taux des indemnités kilométriques et des indemnités forfaitaires de déplacement Applicable immédiatement
<b>INTÉRIEUR</b>			
	Décret n°2001-168 du 20 février 2001	JO du 23 février 2001	Décrets applicables dans la collectivité territoriale de Mayotte
	Décret en Conseil d'Etat n°2001-183 du 22 février 2001	JO du 25 février 2001	
	Décret n°2001-200 du 1 <sup>er</sup> mars 2001	JO du 3 mars 2001	Code Général des Collectivités Territoriales
	Décret n°2001-230 du 12 mars 2001	JO du 17 mars 2001	Aides forfaitaires prévues par certains articles du code de travail
	Décret n°2001-379 du 30 avril 2001	JO du 3 mai 2001	Fixant le montant en euros de la subvention reçue à partir duquel les associations sont soumises à certaines obligations
	Arrêté du 26 mars 2001	JO du 18 avril 2001	Modification de l'arrêté du 23 décembre 1959 relatif à la réglementation des jeux dans les casinos
	Arrêté du 23 avril 2001	JO du 4 mai 2001	Adaptation de l'arrêté du 15 septembre 1978 fixant les frais de contrôle des jeux de contrepartie autres que la boule et le vingt-trois
	Arrêté du 23 avril 2001	JO du 11 mai 2001	Adaptation de l'arrêté du 3 décembre 1999 portant fixation du montant forfaitaire des frais de contrôle versés par les casinos pour l'exploitation des appareils de jeux dits "machines à sous"

## ANNEXE N° 1 (suite et fin)

	Arrêté du 4 juillet 2001	JO du 21 juillet 2001	Adaptation de l'arrêté du 4 août 1993 (indemnisation des victimes d'accidents de la circulation dans les TOM)
	Arrêté du 12 juillet 2001	JO du 28 juillet 2001	Adaptation de l'arrêté du 16 juin 1982 (délégation de pouvoirs au préfet de police et aux préfets chargés des secrétariats généraux pour l'administration de la police)
	Arrêté du 9 novembre 2001	JO du 23 novembre 2001	Encaisse maximum des régisseurs des préfectures
<b>JEUNESSE ET SPORTS</b>			
	Décret n° 2001-828 du 4 septembre 2001	JO du 12 septembre 2001	Pris pour l'application de l'article 19-3 de la loi n°84-610 du 16 juillet 1984 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives
	Décret n° 2001-829 du 4 septembre 2001	JO du 12 septembre 2001	Pris pour l'application de l'article 19-4 de la loi sus-visée
<b>JUSTICE</b>			
	Décret en Conseil d'Etat n°2001-373 du 27 avril 2001	JO du 29 avril 2001	Adaptation de certains montants exprimés en francs (notamment amendes pour piétons)
	Décret n°2001-476 du 30 mai 2001	JO du 3 juin 2001	Adaptation du décret n°80-533 du 15 juillet 1980 : Article 1341 du code civil
	Arrêté du 20 juillet 2001	JO du 8 août 2001	Code procédure pénale
<b>PREMIER MINISTRE</b>			
	Arrêté du 1 <sup>er</sup> octobre 2001	JO du 2 octobre 2001	Relatif aux conditions de fixation et de détermination du montant des frais de copie d'un document administratif Applicable immédiatement

## ANNEXE N° 2 : Cadre législatif

Nouveaux montants en euros pour 2002 dans les textes législatifs.

Ordonnance n° 2000-916 du 19 septembre 2000, portant adaptation de la valeur en euros de certains montants exprimés en francs dans les textes législatifs, publiée au Journal Officiel du 22 septembre 2000

<b>AMENDES ET SANCTIONS PECUNIAIRES</b>
---

**Tableau relatif aux amendes et autres sanctions pécuniaires**

Montants actuels en Francs	Montants en Euros (2002)
1	0,15
2	0,3
3	0,45
4	0,6
5	0,75
6	0,9
7	1
8	1,2
9	1,35
10	1,5
15	2,25
20	3
25	3,75
30	4,5
40	6
50	7,5
60	9
70	10
75	11
80	12
90	13
100	15
150	22
200	30
220	33



## ANNEXE N° 2 (suite)

230	35
250	38
300	45
400	60
450	68
500	75
600	90
700	100
800	120
900	135
1 000	150
1 200	180
1 500	225
2 000	300
2 500	375
3 000	450
4 000	600
5 000	750
6 000	900
7 000	1 000
8 000	1 200
9 000	1 350
10 000	1 500
15 000	2 250
20 000	3 000
25 000	3 750
30 000	4 500
40 000	6 000
50 000	7 500
60 000	9 000
70 000	10 000

## ANNEXE N° 2 (suite)

80 000	12 000
90 000	13 500
100 000	15 000
120 000	18 000
150 000	22 500
200 000	30 000
250 000	37 500
300 000	45 000
400 000	60 000
500 000	75 000
600 000	90 000
700 000	100 000
800 000	120 000
900 000	135 000
1 000 000	150 000
1 200 000	180 000
1 500 000	225 000
2 000 000	300 000
2 500 000	375 000
3 000 000	450 000
4 000 000	600 000
5 000 000	750 000
10 000 000	1 500 000
20 000 000	3 000 000
30 000 000	4 500 000
40 000 000	6 000 000
50 000 000	7 500 000
100 000 000	15 000 000
200 000 000	30 000 000

Pour les montants ne figurant pas dans le tableau ci-dessus, on retient le montant immédiatement inférieur mentionné dans le tableau :

**EXEMPLE**

Pour une sanction de **5 500F**, il convient de se reporter à **5 000F**, le montant devient donc **750 euros**.

## ANNEXE N° 2 (suite)

## DISPOSITIONS CODIFIEES

## 1 - CODE GÉNÉRAL DES IMPÔTS ET LIVRE DES PROCÉDURES FISCALES

Articles	Nature de la mesure	Montants actuels en francs	Montants en euros (2002)
32	RF : plafond du régime micro	60 000	9 150
35 bis	RF : exonération pour location en meublé de l'habitation principale	5 000	760
39	Provision pour dépréciation des oeuvres d'art : limite de prix	50 000	7 600
39	Limite d'amortissement des véhicules	120 000	18 300
39	Provision pour fluctuation des cours	60 000 000	9 146 941
39 bis A	Provision entreprises de presse : limite de chiffre d'affaires	50 000 000	7 600 000
39 quinquies D	Amortissement exceptionnel ZRR et ZRU : limite bilan	70 000 000	10 700 000
39 quinquies D	Amortissement exceptionnel ZRR et ZRU : limite CA	140 000 000	21 400 000
39 quinquies H	Provision pour prêt aux salariés	300 000	46 000
39 quinquies H	Provision pour prêt aux salariés	10 000 000	1 530 000
39 quinquies H	Provision pour prêt aux salariés : limite de chiffre d'affaires	30 000 000	4 600 000
39 octies D	Provision pour implantation de services à l'étranger	20 000 000	3 000 000
44 octies	Exo des bénéfices ZFU	400 000	61 000
44 decies	Exo des bénéfices en Corse	400 000	61 000
50-0	Régime micro : limite CA	2 000	305
50-0	Régime micro : limite de chiffre d'affaires	175 000	27 000
50-0	Régime micro : abattement minimum	500 000	76 300
68F	BA : régime transitoire plancher recette	500 000	76 300
68F	BA : régime transitoire plafond recette	750 000	114 400
69	BA : régime réel plancher	500 000	76 300

## ANNEXE N° 2 (suite)

69	BA : régime réel simplifié limite	1 800 000	274 400
69B	BA : plafond pour forfait	300 000	46 000
71	GAEC : limite du régime d'imposition	1 500 000	230 000
72D	BA : déduction pour investissement minimum	15 000	2 300
72D	BA : déduction pour investissement maxi du 35%	52 500	8 000
72D	BA : déduction pour investissement plancher du 10%	150 000	23 000
72D	BA : déduction pour investissement plafond du 10%	500 000	76 300
74	BA : frais accessoires	1 000	152
75	BA : produits accessoires	200 000	30 000
75-0A	BA : régime d'imposition quotient mini	50 000	7 625
75-0A	BA : régime d'imposition quotient mini	100 000	15 250
80 quater	Rentes régime des pensions alimentaires	18 000	2 700
81	Exo indemnités de retraite	20 000	3 000
81	Exo journalistes	50 000	7 600
81 ter	Plans d'actionnariat	3 000	460
83	Déduction intérêt d'emprunt souscription au capital	100 000	15 000
93	IR : abattement en cas de cession d'entreprise individuelle	10 000	1 550
96	BNC : déclaration contrôlée : limite	175 000	27 000
102 ter	Micro BNC : abattement minimum	2 000	305
102 ter	Micro BNC : limite recette	175 000	27 000
125-0A	assurance-vie : abattement	30 000	4 600
125-0A	assurance-vie : abattement	60 000	9 200
125B	Limite d'option pour prélèvement	300 000	46 000
145 <sup>1</sup>	Régime mère fille : conditions de CA	150 000 000	22 800 000
150-0 A <sup>1</sup>	Plafond d'exonération des gains de cession RCM.	50 000	7 600
150B	PV immobilières : exo majo pac	100 000	15 250
150B	PV immobilières : exo limite patrimoine	400 000	61 000
150F	PV : exo limite meuble	20 000	3 050
150F	PV : exo limite immeuble	30 000	4 600

<sup>1</sup> Cette ligne a fait l'objet d'une suppression dans le cadre du projet de loi de finances rectificative pour 2001.

## ANNEXE N° 2 (suite)

150P	Moins value rapatriés	75 000	11 450
150Q	PV : abattement général	6 000	915
150Q	PV : abattement résidence secondaire	10 000	1 525
150Q	PV : abattement résidence secondaire	20 000	3 050
150Q	PV : abattement résidence secondaire	30 000	4 600
150Q	PV : abattement spécial résidence secondaire	75 000	11 450
150 V bis	Taxe sur les métaux précieux : seuil d'imposition	20 000	3 050
150 V bis	Taxe sur les métaux précieux : limite décote	30 000	4 600
151 septies	Exo PV : définition des loueurs	150 000	23 000
151 septies	Exo PV agricoles limite	1 000 000	152 600
154	Limite de déduction du salaire du conjoint	17 000	2 600
156	Pensions alimentaires : limite	18 000	2 700
156	Déficits fonciers : limite d'imputation	70 000	10 700
156	Déficits fonciers : limite d'imputation	100 000	15 300
156 <sup>1</sup>	Déficits agricoles : limite d'imputation	200 000	30 490
157	Codevi : plafond	30 000	4 600
158	Abattement RCM	8 000	1 200
158	Abattement RCM	16 000	2 400
163 bis A	Limite d'exo épargne à long terme	20 000	3 000
163 quinquies D	PEA : limite de versement	600 000	92 000
163 septdecies	Limite SOFICA	120 000	18 000
163 octodecies A	Déduction des pertes en capital : limite	100 000	15 000
163 vicies	Déduction des parts de navires de pêche	25 000	3 800
163 vicies	Déduction des parts de navires de pêche	50 000	7 600
163 unvicies	Déduction des parts de navires de commerce	500 000	76 000
163 unvicies	Déduction des parts de navires de commerce	1 000 000	152 000

<sup>1</sup> Cette ligne a fait l'objet d'une suppression dans le cadre du projet de loi de finances rectificative pour 2001.

## ANNEXE N° 2 (suite)

163 duovicies	Sofipêche : limite de déduction	125 000	19 000
163 duovicies	Sofipêche : limite de déduction	250 000	38 000
163 tervicies	Déduction investissement DOM agrément	2 000 000	300 000
163 tervicies	Déduction investissement DOM agrément	5 000 000	760 000
168	Elements de train de vie	450	69
168	Elements de train de vie	2 250	340
168	Elements de train de vie	3 000	460
168	Elements de train de vie	6 000	910
168	Elements de train de vie	7 500	1 140
168	Elements de train de vie	9 000	1 370
168	Elements de train de vie	18 000	2 700
168	Elements de train de vie	30 000	4 600
168	Elements de train de vie	37 500	5 700
170 bis	IR : obligation déclarative	750	114
170 bis	IR : obligation déclarative	1 000	150
197	IR : réduction DOM	33 310	5 100
197	IR : réduction Guyane	44 070	6 700
199 quater B	RI : adhérents CGA	6 000	915
199 quater D	RI : frais de garde	15 000	2 300
199 quater F	RI : frais de scolarité	400	61
199 quater F	RI : frais de scolarité	1 000	150
199 quater F	RI : frais de scolarité	1 200	180
199 sexies	RI intérêts d'emprunt	500	76
199 sexies	Nouvelle RI grosses réparations	1 000	152
199 sexies	Nouvelle RI grosses réparations	1 500	229
199 sexies	Nouvelle RI grosses réparations	2 000	305
199 sexies	Nouvelle RI grosses réparations	9 000	1 372

## ANNEXE N° 2 (suite)

199 sexies	Nouvelle RI grosses réparations	15 000	2 287
199 sexies	Nouvelle RI grosses réparations	20 000	3 049
199 sexies	Nouvelle RI grosses réparations	30 000	4 573
199 sexies	Nouvelle RI grosses réparations	40 000	6 098
199 septies	RI assurance vie : majoration PAC	1 000	150
199 septies	RI rente survie : majoration PAC	1 500	230
199 septies	RI assurance vie : limite	4 000	610
199 septies	RI assurance vie : limite de revenu	7 000	1 070
199 decies E <sup>1</sup>	Réduction d'impôt pour investissement dans une résidence de tourisme	37 500	5 718
199 decies E <sup>1</sup>	Réduction d'impôt pour investissement dans une résidence de tourisme	75 000	11 436
199 decies E <sup>1</sup>	Réduction d'impôt pour investissement dans une résidence de tourisme	250 000	38 120
199 decies E <sup>1</sup>	Réduction d'impôt pour investissement dans une résidence de tourisme	500 000	76 240
199 undecies	RI investissement dans les DOM : agrément	30 000 000	4 600 000
199 quindecies	RI : frais de cure	15 000	2 300
199 sexdecies	RI salarié à domicile	45 000	6 900
199 sexdecies	RI salarié à domicile	90 000	13 800
200	RI dons : obligations déclaratives	20 000	3 000
200 quater <sup>1</sup>	Majoration plafond pour crédit d'impôt grosses réparations	2 000	305
200 quater <sup>1</sup>	Majoration plafond pour crédit d'impôt grosses réparations	2 500	380
200 quater <sup>1</sup>	Majoration plafond pour crédit d'impôt grosses réparations	3 000	460

1.cf page 12

## ANNEXE N° 2 (suite)

200 quater <sup>1</sup>	Plafond de dépenses pour crédit d'impôt grosses réparations	20 000	3 050
200 quater <sup>1</sup>	Plafond de dépenses pour crédit d'impôt grosses réparations	40 000	6 100
206	Exonération associations	250 000	38 120
209 B	IS : seuil RMF	150 000 000	22 800 000
210 sexies	IS : plafond déduction de jetons de présence	3 000	457
217 undecies	Déduction investissement DOM agrément	1 000 000	150 000
217 undecies	Déduction investissement DOM agrément	2 000 000	300 000
217 undecies	Déduction investissement DOM agrément	5 000 000	760 000
219	IS à 19% pour les PME : apport en capital	200 000	30 000
219	IS à 19% pour les PME	50 000 000	7 630 000
219 bis	Seuil minimum de mise en recouvrement de l'IS à 19%	1 000	150
219 bis	Seuil maximum pour l'application de la décôte (IS à 19%)	2 000	300
219 bis	Abattement pour fondation d'utilité pub	100 000	15 000
220 octies	tarif crédit d'impôt emploi créé	10 000	1 500
220 octies	tarif crédit d'impôt emploi créé	500 000	76 000
223 septies	Tarif d'IFA	5 000	750
223 septies	Tarif d'IFA	7 500	1 125
223 septies	Tarif d'IFA	10 500	1 575
223 septies	Tarif d'IFA	14 500	2 175
223 septies	Tarif d'IFA	25 000	3 750
223 septies	Tarif d'IFA	100 000	15 000
223 septies	Tarif d'IFA	125 000	18 750
223 septies	Tarif d'IFA	200 000	30 000
223 septies	Tarif d'IFA	500 000	76 000
223 septies	Tarif d'IFA	1 000 000	150 000
223 septies	Barème d'IFA	2 000 000	300 000

---

1.cf page 12



## ANNEXE N° 2 (suite)

223 septies	Barème d'IFA	5 000 000	750 000
223 septies	Barème d'IFA	10 000 000	1 500 000
223 septies	Barème d'IFA	50 000 000	7 500 000
223 septies	Barème d'IFA	100 000 000	15 000 000
223 septies	Barème d'IFA	500 000 000	75 000 000
234 nonies	CRDB : seuil de taxation	12 000	1 830
235 ter KA	Participation employeur formation continue : minimum perception	100	15
235 ter Y	abattement sur la contribution des institutions financières	20 000	3 000
235 ter ZC	Contribution sociale sur IS	5 000 000	763 000
235 ter ZC	Contribution sociale sur IS	50 000 000	7 630 000
244 quater B	CIR : forfait journalier	3 000	450
244 quater B	CIR : textile	650 000	100 000
244 quater B	CIR : plafond	40 000 000	6 100 000
244 quater C	CIF : tarif par élève suppl.	3 000	450
244 quater C	CIF : plafond	1 000 000	150 000
244 quater C	CIF : limite majoration plafond	5 000 000	760 000
244 quater D	CI pour adhésion à un groupement de prévention : limite annuelle	10 000	1 500
256 bis	TVA : seuil d'exo	70 000	10 000
258 B	TVA : seuil de CA	700 000	100 000
260 E	TVA : seuil de CA	500 000	76 000
261	TVA : seuil de CA	250 000	38 120
261	TVA : seuil de CA	6 000 000	910 000
286	Globalisation des comptes	500	76
287	TVA : seuil de montant par an	12 000	1 830
291 bis	TVA intra: seuil de recouvrement	150	23
293 B	Franchise spécifique avocats	100 000	15 300
293 B	Franchise spécifique avocats	120 000	18 300

## ANNEXE N° 2 (suite)

293 B	Franchise en base	175 000	27 000
293 B	Franchise en base	200 000	30 500
293 B	Franchise en base : avocats et auteurs	245 000	37 400
293 B	Seuil transitoire pour les avocats	300 000	45 800
293 B	Franchise en base	500 000	76 300
293 B	Franchise en base	550 000	84 000
293 G	Seuil cumul des 2 franchises base et avocat a/c 97	345 000	52 700
293 G	Seuil transitoire	420 000	64 100
298 bis	TVA : seuil de CA	200 000	30 000
298 bis	TVA : seuil de CA	300 000	46 000
298 bis	TVA : seuil de CA	900 000	138 000
298 bis A	TVA : seuil de CA	35 000	5 300
302 bis KA	Taxe sur la publicité télévisée	10	1,5
302 bis KA	Taxe sur la publicité télévisée	25	3,8
302 bis KA	Taxe sur la publicité télévisée	135	20,6
302 bis KA	Taxe publicité TV : seuil de prix	1 000	150
302 bis KA	Taxe sur la publicité télévisée	10 000	1 520
302 bis KA	Taxe sur la publicité télévisée	60 000	9 150
302 bis KC	Taxe service TV : seuils de tranches	24 000 000	3 700 000
302 bis KC	Taxe service TV : seuils de tranches	36 000 000	5 500 000
302 bis KC	Taxe service TV : seuils de tranches	48 000 000	7 300 000
302 bis KC	Taxe service TV : seuils de tranches	60 000 000	9 100 000
302 bis KC	Taxe service TV : seuils de tranches	72 000 000	11 000 000
302 bis MA <sup>1</sup>	seuil de CA taxe dépense de publicité	5 000 000	760 000
302 bis Y	seuil d'exonération : huissier de justice	3 500	530
302 bis ZA <sup>1</sup>	Taxe due par les titulaires d'ouvrages hydroélectriques	8,48 centimes par kwh	13 euros par 1000 Kwh
302 bis ZB	Taxe /concessionnaires d'autoroute	4,5 centimes par km	6,86 euros par 1000 km
302 bis ZC <sup>1</sup>	Tarif contribution :Logements sociaux	400	61

<sup>1</sup> cf page 12

## ANNEXE N° 2 (suite)

302 bis ZC <sup>1</sup>	Tarif contribution :Logements sociaux	1 700	260
302 bis ZC <sup>1</sup>	Tarif contribution :Logements sociaux	2 100	320
302 bis ZC <sup>1</sup>	Tarif contribution :Logements sociaux	2 500	380
302 bis ZD	seuil d'exo mensuelle : taxe sur les viandes	20 000	3 050
302 bis ZD	seuil de tranche : taxe sur les viandes	125 000	19 000
302 bis ZD <sup>1</sup>	seuil de CA : taxe sur les viandes	2 500 000	380 000
302 septies A	limite < du CA du RSI	1 500 000	230 000
302 septies A ter A	Absence de justification des frais généraux payés en espèces	1 000	150
302 septies A	limite > du CA du RSI	5 000 000	763 000
302 septies A bis	Régime simplifié d'imposition	350 000	54 000
302 septies A bis	Régime simplifié d'imposition	1 000 000	153 000
402 bis	CI : droit de consommation sur les alcools	350	54
402 bis	CI : droit de consommation sur les alcools	1 400	214
403	CI : droit de consommation sur les alcools	5 474	835
403	CI : droit de consommation sur les alcools	9 510	1 450
422	CI : droit de circulation sur alcools	80	13
438	CI : droit de circulation sur alcools	7,6	1,2
438	CI : droit de circulation sur alcools	22	3,4
438	CI : droit de circulation sur alcools	54,8	8,4
520 A	CI : droits sur les bières	3,5	0,54
520 A	CI : droit sur les bières	8,5	1,3
520 A	CI : droit sur les bières	17	2,6
527	CI : droit sur les métaux précieux	13	2
527	CI : droit sur les métaux précieux	210	33
527	CI : droit sur les métaux précieux	270	42
527	CI : droit sur les métaux précieux	530	81

---

1.cf page 12

## ANNEXE N° 2 (suite)

564 sexes	CI : cotisation de solidarité sur les céréales	2 par quintal	30,49 euros pour 100 quintaux
575 A <sup>1</sup>	CI : taxation des tabacs	250	38
575 A <sup>1</sup>	CI : taxation des tabacs	470	72
575 A <sup>1</sup>	CI : taxation des tabacs	530	81
633	CI : machines à timbrer	0,02 franc par 1000 empreintes	0,03 euro par 10 000 empreintes
674	ENR : minimum de perception	100	15
680	Droit fixe	500	75
685	Droit fixe	500	75
686	Droit fixe	500	75
687	Droit fixe	100	15
716	Droit fixe	500	75
717	Droit fixe	500	75
719	Barème fonds de commerce	150 000	23 000
719	Barème fonds de commerce	700 000	107 000
722	Cession de débit de boisson	150 000	23 000
726	Plafond du 1%	20 000	3 049
730 bis <sup>1</sup>	Droit fixe	500	75
731	Droit fixe	500	75
732	DMTO droit fixe 500F	500	75
738	Droit fixe	500	75
739	Droit fixe	100	15
754 A	Procédure tontine	500 000	76 000
757 A	DMTG : seuil d'imposition	18 000	2 700
757 B	Assurance-décès : seuil	200 000	30 000
775	DMTG frais funéraires	6 000	910
777	Barème MTG	50 000	7 600
777	Barème MTG	75 000	11 400
777	Barème MTG	100 000	15 000

---

1.cf page 12

## ANNEXE N° 2 (suite)

777	Barème MTG	150 000	23 000
777	Barème MTG	200 000	30 000
777	Barème MTG	3 400 000	520 000
777	Barème MTG	5 600 000	850 000
777	Barème MTG	11 200 000	1 700 000
777 bis	Barème MTG	100 000	15 000
779	MTG : abattements	300 000	46 000
779	MTG : abattements	375 000	57 000
779	abattement du conjoint survivant	500 000	76 000
780	MTG : réduction pour enfant	2 000	305
780	MTG : réduction pour enfant	4 000	610
782	Réduction en faveur des mutilés de guerre	2 000	305
788	MTG : abattement général	10 000	1 500
788	MTG : abattement spécifique frères et soeurs	100 000	15 000
790 A	Abattement sur donation de titres aux employés	100 000	15 000
790 B	Abattement en faveur des petits-enfants	100 000	15 000
793 bis	Exo bail rural à LT	500 000	76 000
793 ter	Exo de certains immeubles	300 000	46 000
800	MTG : formalité déclarative	5 000	760
806	Obligation des débiteurs de sommes dues à raison d'un décès	50 000	7 600
809	Droit d'apport	1 500	230
810	Droit d'apport fixe	1 500	230
811	Droit d'apport fixe	1 500	230
812	Droit fixe	1 500	230
816	Droit fixe	1 500	230
827	Droit fixe	1 500	230
828	droit fixe DMTO	1 500	230
844	Taxe fixe	100	15
846 bis	droit fixe de 100F	100	15
847	droit fixe de 500F	500	75
848	droit fixe de 500F	500	75
885 H	Exo bail rural à LT	500 000	76 000

## ANNEXE N° 2 (suite)

885 O bis	ISF : limite d'exo	1 000 000	150 000
885 R	ISF des locaux meublés	150 000	23 000
885 U	ISF : barème	4 700 000	720 000
885 U	ISF : barème	7 640 000	1 160 000
885 U	ISF : barème	15 160 000	2 300 000
885 U	ISF : barème	23 540 000	3 600 000
885 U	ISF : barème	45 580 000	6 900 000
885 U	ISF : barème	100 000 000	15 000 000
885 V	ISF : réduction pers à charge	1 000	150
902	Seuil d'exo : prix	5 000	760
905	Timbre de dimension : Tarifs	40	6
905	Timbre de dimension : Tarifs	80	12
905	Timbre de dimension : Tarifs	160	24
907	Droit de timbre : minimum de perception	40	6
916 A	Formule de chèques : tarif	10	1,5
945	Quotité droit de timbre pour accès grands jeux	65	10
945	Quotité droit de timbre pour accès grands jeux	240	37
945	Quotité droit de timbre pour accès grands jeux	600	91
945	Quotité droit de timbre pour accès grands jeux	1 200	182
953	Tarif sauf conduits étrangers	50	8
953	Tarif titre de voyage apatrides	55	8
953	Tarif passeports	400	60
954	Tarif visa de passeport	40	6
954	Tarif visa de passeport : AR	80	12
963	Tarif permis de mer	250	38
963	Droit d'examen des permis de mer	400	60
964	Tarif permis chasser	60	9
964	Tarif permis chasser	80	12
964	Tarif permis chasser	200	30
968 D	Tarifs armes à feu	50	8
978	abattement IOB	150	23
978	plafond IOB	4 000	610
978	barème IOB	1 000 000	153 000

## ANNEXE N° 2 (suite)

990 I	Prélèvement sur les contrats d'assurance-vie	1 000 000	150 000
1010	Tarif TVTS	7 400	1 130
1010	Tarif TVTS	16 000	2 440
1018 A	droit fixe de procédure : affecté	150	22
1018 A	droit fixe de procédure : affecté	600	90
1018 A	droit fixe de procédure : affecté	800	120
1018 A	droit fixe de procédure : affecté	1 000	150
1018 A	droit fixe de procédure : affecté	2 500	375
1020	Imposition fixe	100	15
1038	Droit fixe	500	75
1050	Imposition fixe	500	75
1051	Imposition fixe	500	75
1055 bis	MTO abattement	600 000	91 000
1089 B	Droit de timbre sur requête	100	15
1116	limite d'exo	500	75
1398 A	TFPNB : dégrèvement limite CA	200 000	30 000
1414 bis <sup>1</sup>	Dégrèvement d'office de TH pour les redevables modestes	1 200	183
1450	Exonération TP : limite CA	30 000 000	4 573 000
1465	Exo temporaire de TP	10 000 000	1 524 490
1467 bis	Abattement lié à la suppression de la part salaire	100 000	15 245
1467 bis	Abattement lié à la suppression de la part salaire	300 000	45 735
1467 bis	Abattement lié à la suppression de la part salaire	1 000 000	152 449
1467 bis	Abattement lié à la suppression de la part salaire	6 000 000	914 694
1469	Abattement de TP	25 000	3 800
1469	Exo de TP sur les EBM: limite de CA	400 000	61 000
1469	Exo de TP sur les EBM: limite de CA	1 000 000	152 500
1469 A quater	Abattement de TP pour les diffuseurs de presse	10 000	1 524
1469 B	abattement dégressif de TP	25 000	3 800
1473	Répartition des bases de TP	25 000	3 800
1560	Impôt sur les spectacles	100	16

---

1.cf page 12

## ANNEXE N° 2 (suite)

1560	Impôt sur les spectacles	200	31
1560	Impôt sur les spectacles	400	61
1560	Impôt sur les spectacles	600	92
1560	Impôt sur les spectacles	200 000	30 490
1560	Impôt sur les spectacles	1 500 000	228 700
1561	Impôt sur les spectacles	1	0,15
1561	Impôt sur les spectacles	5 000	760
1561	Impôt sur les spectacles	20 000	3 040
1563	Impôt sur les spectacles	80	12
1568	Licence des débitants de boissons	25	3,8
1568	Licence des débitants de boissons	50	7,6
1568	Licence des débitants de boissons	75	11,4
1568	Licence des débitants de boissons	100	15
1568	Licence des débitants de boissons	250	38
1568	Licence des débitants de boissons	500	76
1568	Licence des débitants de boissons	750	114
1568	Licence des débitants de boissons	1 000	153
1582	Surtaxe eaux minérales	0,023 F par litre	0,036 euro pour 10 litres
1584	Taxe additionnelle sur les cessions de fonds de commerce	150 000	23 000
1584	Taxe additionnelle sur les cessions de fonds de commerce	700 000	107 000
1585 G	Taxe locale d'équipement : seuil de non mise en recouvrement	80	12
1594 F ter	ENR : abattement Conseils Généraux	50 000	7 600
1594 F ter	ENR : abattement Conseils Généraux	300 000	46 000
1594 F quinquies	ENR : abattement jeunes agriculteurs	650 000	99 000
1595	ENR : fonds de commerce taxe additionnelle départ	150 000	23 000
1595	ENR : fonds de commerce taxe additionnelle départ	700 000	107 000
1595 bis	ENR : fonds de commerce taxe additionnelle communes	150 000	23 000
1595 bis	ENR : fonds de commerce taxe additionnelle communes	700 000	107 000



## ANNEXE N° 2 (suite)

1600-0 C	CSG : seuils de recouvrement	400	61
1600-0 G	CRDS : seuils de recouvrement	160	24
1601	Taxe pour chambre des métiers : droits fixes	623	95
1608	Taxe spéciale d'équipement : plafond de ressources	45 000 000	6 860 000
1609	Taxe spéciale d'équipement : plafond de ressources	60 000 000	9 147 000
1609 A	Taxe spéciale d'équipement : plafond de ressources	60 000 000	9 147 000
1609 B	Taxe spéciale d'équipement : plafond de ressources	12 300 000	1 875 000
1609 C	Taxe spéciale d'équipement : plafond de ressources	10 000 000	1 525 000
1609 D	Taxe spéciale d'équipement : plafond de ressources	10 000 000	1 525 000
1609 E	Taxe spéciale d'équipement	30 000 000	4 573 000
1609 duodecimes <sup>1</sup>	Exonération de la redevance sur les ouvrages de librairie pour les éditeurs	500 000	76 000
1615 bis	CI : BAPSA sur les alcools	100	16
1618 septies	CI : BAPSA sur les farines	100	16
1641	Barème frais de dégrèvement	30 000	4 573
1641	Barème frais de dégrèvement	50 000	7 622
1647 B sexies	Plafonnement de la TP (limite de CA)	140 000 000	21 350 000
1647 B sexies	Plafonnement de la TP (limite de CA)	500 000 000	76 225 000
1647 C	Dégrèvement camions et autocars	800	122
1647 E	Cotisation minimale de TP assise sur la VA : seuil de CA	50 000 000	7 600 000
1648 AA	FNPTP : seuil minimum de reversement aux communes	3 000	457
1648 B bis	FNPTP : seuil minimum de reversement aux communes	2 000	305
1649 B	obligation déclarative : seuil de versement	500	76
1649 ter G	seuil de déclaration par objet de valeur assuré	100 000	15 000
1649 quater A	obligation déclarative : seuil de transfert de fonds étranger	50 000	7 600
1649 quater B	Limite de paiement par chèques personne physique	20 000	3 000

---

<sup>1</sup> cf page 12

## ANNEXE N° 2 (suite)

1649 quater B quater	Déclarations par voie électronique	100 000 000	15 000 000
1655 quater	limite de déduction des versements aux associés organisme de stockage pétrolier	400 000 000	61 000 000
1657	minimum perception ID	80	12
1657 <sup>1</sup>	minimum perception IR 2000	200	30
1664	limite paiement par 1/3 en IR	1 500	229
1668	IS : dispense d'acomptes	350 000	53 360
1671 A	minimum perception retenu source non résidents	50	8
1679 <sup>1</sup>	franchise TS	4 500	690
1679 <sup>1</sup>	seuil de décote TS	9 000	1 370
1679 bis C	minimum perception formation alternance	100	15
1679 quinquies	seuil exigibilité acompte TP	10 000	1 500
1681 quinquies	seuil de virement direct BDF pour PL	10 000	1 500
1681 quinquies	seuil de virement direct BDF pour contribution IS	500 000	76 000
1681 sexies	seuil de virement direct BDF pour TP	500 000	76 000
1695 ter	seuil de virement direct BDF pour TVA	5 000 000	760 000
1695 quater	seuil de paiement par télévirement	100 000 000	15 000 000
1698	CI : mode de règlement	1 tiers de centime pour un franc	1/3 de centime pour 1 euro
1698	CI : mode de règlement	250	39
1698 D	seuil de paiement par virement banque de France	500 000	76 000
1723 quater	seuil pour le versement unique en TLE (taxe loc équip)	2 000	305
1723 octies	minimum de perception pour dépassement plafond légal de densité	80	12
1723 octies	seuil pour le versement unique	2 000	305
1723 quindecies	virement direct BDF taxe convention d'assurance	10 000	1 500
1724 A	seuil mise en recouvrement créances non payées	100	16

<sup>1</sup> cf page 12

## ANNEXE N° 2 (suite)

1724 quater	seuil de mise en œuvre du paiement solidaire en cas de travail clandestin	20 000	3 000
1741	Minimum de perception	1 000	153
1773	Minimum d'omission	1 000	153
1912	Frais de poursuite minimum : commandement	50	7,5
1912	Frais de poursuite minimum : actes de poursuites autres que le commandement	100	15
1929 quater	Obligation de publicité	80 000	12 200
1965 L	Minimum pour dégrèvement ou restitution	50	8

## LIVRE DES PROCÉDURES FISCALES

Articles	Nature de la mesure	Montants actuels en francs	Montants en euros (2002)
L. 45 A	Contrôles - Recours à des conseillers techniques	20 000 000	3 000 000
L. 52 A	Contrôles (Vérification sur place -durée)	50 000 000	7 600 000

## 2 - CODE DES DOUANES

Articles	Nature de la mesure	Montants actuels en francs	Montants en euros (2002)
112 (2)	seuil d'obligation cautionné obligatoire	5 000	762
112 (4)	plafond d'une remise	1 tiers de franc pour cent	un tiers d'euro pour cent
186 (3)	abandon de marchandises	1 000	152
188 (2)	produit de la vente de marchandises	20	3
224 (1)	seuil de perception des pénalités pour retard de paiement du droit annuel de navigation et de francisation	50	8
224 (5)	seuil de perception du droit annuel de navigation et de francisation	500	76
230	seuil d'exonération de TVA des frais de réparation d'un navire français hors du territoire douanier	40	6
265 quinquies	réfaction par hectolitre du taux de TIPP pour certains produits destinés à être utilisés en Corse	6,63	1
266 bis <sup>1</sup>	seuil de recouvrement du relèvement des taux de la TIPP	500	76
266 nonies (2)	seuil minimum de perception de la TGAP	3 000	450

---

1.cf page 12

## ANNEXE N° 2 (suite)

284 quater (3)	seuil de mise en recouvrement de la TVR	50	8
414	seuil de valeur des marchandises au dessous duquel l'amende est égale à une fois leur valeur	5 000	770
464	seuil déclaratif	50 000	7 600

**CODE DES DOUANES APPLICABLE À SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON**

Articles	Nature de la mesure	Montants actuels en francs	Montants en euros (2002)
414	seuil de valeur des marchandises au dessous duquel l'amende est égale à une fois sa valeur	5 000	770

**CODE DES DOUANES APPLICABLE À MAYOTTE**

Articles	Nature de la mesure	Montants actuels en francs	Montants en euros (2002)
90 (2)	seuil d'obligation cautionné obligatoire	250	38
90 (4)	plafond de remise	1 tiers de franc pour cent	1 tiers d'euro pour cent
152 (3)	seuil en dessous duquel les marchandises en dépôt sont considérées comme abandonnées à l'expiration d'un délai de 4 mois	100	15
154 (2)	seuil en dessous duquel le reliquat d'une vente est pris en recette budgétaire	2 000	305
170 (1)	seuil d'exonération de TVA des frais de réparation d'un navire français hors du territoire douanier	2 000	305
271	indemnité pour saisie non fondée	500	76
282	seuil de valeur des marchandises au dessous duquel l'amende est égale à une fois leur valeur	5 000	770

**3 - CODE DES ASSURANCES SOCIALES D'ALSACE-MOSELLE**

Articles	Nature de la mesure	Montants actuels en francs	Montants en euros (2002)
1006	Plafond de la cotisation uniforme d'assurance-vieillesse	50	7,5

## ANNEXE N° 2 (suite)

**4 - CODE DE COMMERCE**

Articles	Nature de la mesure	Montants actuels en francs	Montants en euros (2002)
L. 223-2	Capital minimum SARL	50 000	7 500
	Capital minimum SARL (entreprise de presse)	2 000	300
L. 223-9	Recours à un commissaire aux apports	50 000	7 500
L. 223-43	Transformation SARL en SA	5 000 000	750 000
L. 224-2	Capital social des sociétés/actions (appel public à l'épargne)	1 500 000	225 000
	Capital social des sociétés/actions (sans appel public à l'épargne)	250 000	37 000
	Capital social des sociétés/actions (presse)	2 000	300
L. 225-53	Direction générale	500 000	75 000
	Direction générale	10 000 000	1 500 000
L. 225-58	Exercice par une seule personne des fonctions dévolues au directoire	1 000 000	150 000
L. 225-120	Regroupement des actionnaires en association	5 000 000	750 000
	Regroupement des actionnaires en association	30 000 000	4 500 000
	Regroupement des actionnaires en association	50 000 000	7 500 000
	Regroupement des actionnaires en association	100 000 000	15 000 000
L. 232-8	Production d'un inventaire des valeurs mobilières détenues en portefeuille à la clôture de l'exercice	20 000 000	3 000 000
	Production d'un inventaire des valeurs mobilières détenues en portefeuille à la clôture de l'exercice	2 000 000	300 000
L. 430-1	seuil de contrôle des opérations de concentration	7 000 000 000	1 000 000 000
	seuil de contrôle des opérations de concentration	2 000 000 000	300 000 000

**5 - CODE DU DOMAINE DE L'ETAT**

Articles	Nature de la mesure	Montants actuels en francs	Montants en euros (2002)
L.69-1	Seuil relatif à la cession de matériels informatiques	1 000	152
L.73	Montant maximum de la remise spéciale	trois quarts de franc pour 100 F	0,11 euro pour 15 euros

## ANNEXE N° 2 (suite)

**6 - CODE ÉLECTORAL**

Articles	Nature de la mesure	Montants actuels en francs	Montants en euros (2002)
L.52-8 (1)	Dons aux candidats	30 000	4 600
L.52-8 (3)	Dons aux candidats	1 000	150
L.52-8 (4)	Dons aux candidats	100 000	15 000
L.52-10	Dons aux candidats	20 000	3 000
L.52-11(3)	Dons aux candidats	250 000	38 000
	Dons aux candidats	1	0,15

**7 - CODE DE L'ENVIRONNEMENT**

Articles	Nature de la mesure	Montants actuels en francs	Montants en euros (2002)
L. 225-2	Remboursement système anti-pollution (transports en communs)	8 000	1 215
L. 423-6	Droit d'inscription à l'examen du permis de chasser	100	16
L. 423-14	Validation permis de chasser (taxe annuelle)	22	3,5
	Validation permis de chasser (production de duplicata)	10	1,5
L. 425-4	Taxe cerf élaphe	600	96
	Taxe daim et mouflon	400	64
	Taxe cerf sika et chevreuil	200	32
	Taxe sanglier	100	16
L. 532-6	Organismes génétiquement modifiés (taxe agrément)	10 000	1 525
	Organismes génétiquement modifiés (taxe agrément, réduction)	2 000	305
L.535-4	Taxe (demande autorisation de dissémination ou de mise sur le marché)	10 000	1 525
	Réduction taxe (demande autorisation de dissémination ou de mise sur le marché)	4 000	610

**8- CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES**

Articles	Nature de la mesure	Montants actuels en francs	Montants en euros (2002)
L. 1411-12	Délégations de service public bénéficiant d'un régime dérogatoire (seuil)	700 000	106 000
		450 000	68 000

## ANNEXE N° 2 (suite)

L. 1522-3	Montant minimum du capital social des sociétés d'économie mixtes (SEM) locales	1 500 000	225 000
		1 000 000	150 000
L. 2122-22	Attributions exercées par le maire par délégation du conseil municipal : aliénation de gré à gré de biens immobiliers	30 000	4 600
L. 2313-1	Montant de subventions versées à un organisme au-delà duquel les collectivités ont l'obligation de joindre en annexe de leur budget le bilan certifié conforme de l'organisme	500 000	75 000
L. 2333-1	Assiette, taux et affectation de la taxe d'usage des abattoirs publics	0,155	0,023
		0,60	0,092
L. 2335-13	Assiette et tarif de la redevance du fonds national pour les adductions d'eau	0,14	0,02134
		0,085	0,01296
		0,031	0,00473
		0,017	0,00259
L. 4414-6	Région Ile-de France : diminution annuelle du montant de la dotation globale de fonctionnement et affectation de ses ressources.	120 000 000	18 293 880
L. 4414-7	Région Ile-de France : affectation d'une fraction de la taxe annuelle sur les bureaux.	960 000 000	146 351 040
		1 080 000 000	164 644 920
		1 200 000 000	182 938 800

**9 - CODE DES JURIDICTIONS FINANCIÈRES**

Articles	Nature de la mesure	Montants actuels en francs	Montants en euros (2002)
L. 133-3	Seuil de compétence de la Cour	10 000	1 500
L. 211-2	Seuil de compétence (apurement administratif par les comptables supérieurs du Trésor)	2 000 000	305 000
L. 211-4	Seuil de compétence des Chambres Régionales des Comptes	10 000	1 500
L. 250-3	Seuil de compétence pour Mayotte	10 000	1 500
L. 262-4	Seuil de compétence, chambre territoriale des comptes de Nouvelle-Calédonie	2 000 000	305 000
L. 262-7	Seuil de compétence, chambre territoriale des comptes de Nouvelle-Calédonie	10 000	1 500

## ANNEXE N° 2 (suite)

L. 262-10	Seuil de compétence de la Cour des comptes ou de la chambre territoriale des comptes de Nouvelle-Calédonie	10 000	1 500
L. 272-6	Seuil de compétence de la chambre territoriale des comptes de Polynésie française	10 000	1 500
L. 272-9	Seuil de compétence de la Cour des comptes ou de la chambre territoriale des comptes de Polynésie française	10 000	1 500
L. 272-57	Seuil de compétence de la chambre territoriale des comptes de Polynésie française	2 000 000	305 000

**10 - CODE PÉNAL**

Articles	Nature de la mesure	Montants actuels en francs	Montants en euros (2002)
L. 432-12	Prise illégale d'intérêts (limite autorisée)	100 000	16 000

**11 - CODE RURAL**

Articles	Nature de la mesure	Montants actuels en francs	Montants en euros (2002)
L. 324-3	EARL capital minimum	50 000	7 500
L. 324-4	EARL seuil d'apports en nature nécessitant un commissaire aux apports	50 000	7 500
L. 523-9	capital minimum des coopératives agricoles qui font appel public à l'épargne	1 500 000	225 000
L. 641-8	plafond du droit dû à l'Institut National des Appellations d'Origine sur les vins	0,5	0,08
L. 641-9	Plafond du droit dû à l'Institut National des Appellations d'Origine sur les autres boissons	0,5	0,08
		5	0,8
	plafond du droit dû à l'Institut National des Appellations d'Origine sur les autres produits	0,05	0,008
L. 641-10	cotisations maximales des organismes chargés de l'agrément des boissons autres que les vins	5	0,8
		50	8
	cotisations maximales des organismes chargés de l'agrément des autres produits	0,5 F/kg	0,08 euro/kg



## ANNEXE N° 2 (suite)

**12 - CODE DE LA SANTÉ PUBLIQUE**

Articles	Nature de la mesure	Montants actuels en francs	Montants en euros (2002)
L. 5121-15	Limite droit progressif (demande enregistrement)	50 000	7 600
L. 5121-16	Limite droit progressif (autorisation de mise sur le marché)	150 000	23 000
L. 5121-17	Limite taxe annuelle	20 000 500 000	3 050 76 000
L. 5122-5	Limite taxe annuelle (visa ou renouvellement visa de publicité)	3 000	460
L. 5123-5	Limite redevance (inscription ou modification sur liste des spécialités pharmaceutiques remboursées)	30 000	4 600

## ANNEXE N° 2 : (suite)

L. 5124-12	Limite droit fixe (exportation)	1 500	230
L. 5138-4	Limite droit fixe (importation matières lères)	15 000	2 300
L. 5141-8	Médicaments vétérinaires. Limite droit progressif (autorisation mise sur le marché)		

**13 - CODE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE**

Articles	Nature de la mesure	Montants actuels en francs	Montants en euros (2002)
L. 136-6	Contribution sociale sur les revenus du patrimoine (seuil de mise en recouvrement)	400	61
L. 136-7-1	Casinos, seuil de règlement des gains sous forme de bons de paiement manuels	10 000	1 500
L. 243-5	Sûretés (inscription des sommes privilégiées)	80 000	12 000
L. 243-14	Règlement par virement	6 000 000	900 000
L. 245-2	Abattement (contribution des entreprises de préparation de médicaments)	3 000 000	460 000
L. 376-1	Recours contre des tiers (indemnité forfaitaire à la charge du tiers responsable) maximum	5 000	760
	Recours contre des tiers (indemnité forfaitaire à la charge du tiers responsable) minimum	500	76
L. 454-1	Faute d'un tiers (indemnité forfaitaire à la charge du tiers responsable) maximum	5 000	760
	Faute d'un tiers (indemnité forfaitaire à la charge du tiers responsable) minimum	500	76
L. 651-3	Contribution sociale de solidarité à la charge des sociétés (CA)	5 000 000	760 000
L. 862-4 (III)	Contribution à versements trimestriels (déductions)	375	57

**14 - CODE DU TRAVAIL**

Articles	Nature de la mesure	Montants actuels en francs	Montants en euros (2002)
L. 324-14	Travail dissimulé	20 000	3 000
L. 341-6-4	Travailleurs étrangers	20 000	3 000
L. 443-7	Plan épargne entreprise (limite versement)	15 000	2 300

## ANNEXE N° 2 (suite)

**15 - CODE DE L'URBANISME**

Articles	Nature de la mesure	Montants actuels en francs	Montants en euros (2002)
L. 520-3	Région parisienne - Plafond redevance	1 600	244

**16 - CODE DES COMMUNES DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE**

Articles	Nature de la mesure	Montants actuels en francs	Montants en euros (2002)
L. 314-2	Montant global des marchés passés dans l'année inférieur à	30 000	4 500

**DISPOSITIONS NON CODIFIÉES****AGRICULTURE**

Articles	Nature de la mesure	montants actuels en francs	montants en euros (2002)
Loi de finances pour 1968 modifiée (n°67-1114 du 21 décembre 1967)			
Article 28	Plafond de la redevance perçue par l'ONIVINS pour l'agrément des producteurs de bois et plants de vigne	500	75
		300	45
		12	1,75
		15	2,25

**ASSOCIATIONS**

Articles	Nature de la mesure	montants actuels en francs	montants en euros (2002)
Loi du 1er juillet 1901			
Article 6	Cotisations rédimées	100	16

## ANNEXE N° 2 (suite)

**COMMERCE ET INDUSTRIE**

Articles	Nature de la mesure	Montants actuels en francs	Montants en euros (2002)
Loi du 22 octobre 1940 modifiée relative aux règlements par chèques et virements			
Article 1er <sup>1</sup>	Paiement obligatoire par chèque barré, virement ou carte de paiement (portant sur les loyers, les transports, les services, fournitures et travaux ou afférents à des acquisitions d'immeubles ou d'objets mobiliers ainsi que le paiement des produits de titres nominatifs et des primes ou cotisations d'assurance)	5 000	750
Loi n° 70-1300 du 31 décembre 1970 modifiée fixant le régime applicable aux sociétés civiles autorisées à faire publiquement appel à l'épargne			
Article 2	capital minimum de la société	5 000 000	760 000
	montant minimum des parts de la société	1 000	150
Article 9-1	Abrogé par ordonnance n°2000-1223 du 14/12/2000	1 500 000	225 000
Loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance			
Article 6	seuil relatif au paiement des contrats de sous-traitance	4 000	600
Loi n° 83-607 du 8 juillet 1983 modifiée portant diverses dispositions relatives à la fiscalité des entreprises et à l'épargne industrielle			
Article 6	modification du plafond de dépôt sur les CODEVI	30 000	4 600
Loi 84-578 du 9 juillet 1984 modifiée sur le développement de l'initiative économique -			
Article 1er	Montant maximum des sommes déposées sur le livret d'épargne-entreprise	300 000	45 800
Loi n° 86-793 du 2 juillet 1986 modifiée autorisant le gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social			

<sup>1</sup> texte codifié : article L112-6 du code monétaire et financier

## ANNEXE N° 2 (suite)

Article 7 I - II 2 <sup>ème</sup> alinéa	seuil du chiffre d'affaires consolidé d'une entreprise publique, seuil au-delà duquel le transfert au secteur privé relève de la loi	1 000 000 000	150 000 000
Loi n° 86-912 du 6 août 1986 modifiée relative aux modalités de privatisations			
Article 13	Montant maximal ouvrant droit à distribution gratuite d'actions	30 000	4 575
Article 20	Seuil relatif au transfert au secteur privé d'une entreprise publique de second rang	1 000 000 000	150 000 000
Article 21	Seuil relatif au transfert au secteur privé d'une entreprise publique de second rang	2 500 000 000	375 000 000
Loi de finances pour 1990 modifiée (loi n° 89-935 du 29 décembre 1989)			
Article 109	Plafond des versements sur le plan d'épargne populaire	600 000	92 000
	Plafond de la prime versée par l'Etat	1 500	229
Loi n° 92-666 du 16 juillet 1992 modifiée relative au plan d'épargne en actions			
Article 1er	Plafond des versements sur le plan d'épargne en actions	600 000	92 000
Loi n°93-122 du 29 janvier 1993 modifiée relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques			
Art 41	Délégations de services publics : montant des sommes dues aux délégataires pour toute la durée de la convention	700 000	106 000
		450 000	68 000

**FINANCEMENT DE LA VIE POLITIQUE :**

Articles	Nature de la mesure	montants actuels en francs	montants en euros (2002)
Loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 relative à l'élection des représentants au Parlement européen			
Article 11	Caution	100 000	15 000
Article 19-1	Plafond	56 000 000	8 500 000

## ANNEXE N° 2 (suite)

Loi n° 88-227 du 11 mars 1988 modifiée relative à la transparence financière de la vie politique			
Article 2 dernier alinéa	Déclaration de patrimoine	5 000 000	750 000
Article 11-4	Dons partis politiques	50 000	7 500
	Idem	20 000	3 000
	Idem	1 000	150

**NATIONALITE**

Articles	Nature de la mesure	montants actuels en francs	montants en euros (2002)
Loi de finances pour 1983 n° 82 1126 du 29 décembre 1982			
Article 29	Abrogé par l'art 38 de la loi 2000-1353 du 30/12/2000	3 000	460
		1 500	230
		4 500	690

**SÉCURITÉ SOCIALE**

Articles	Nature de la mesure	montants actuels en francs	montants en euros (2002)
Loi n° 72-657 du 13 juillet 1972 modifiée instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et d'artisans âgés			
Article 3 2 <sup>ème</sup> alinéa	Franchise sur le montant de la taxe pour les établissements situés à l'intérieur des zones urbaines sensibles.	10 000	1 500
	Taux de la taxe	24	3,5
	Fixation taux taxe (fonction du CA)	80 000	12 000
	Exonération taxe additionnelle (CA)	3 000 000	460 000

## ANNEXE N° 2 (suite)

**DISPOSITIONS FISCALES, COMPTABLES ET DOUANIÈRES**

Articles	Nature de la mesure	montants actuels en francs	montants en euros (2002)
Loi du 12 avril 1922 portant, au titre du budget ordinaire, du budget extraordinaire et du budget spécial des dépenses recouvrables sur les versements à recevoir en exécution des traités de paix			
Article 22	Commande supérieure à	500	75
Loi n° 92-676 du 17 juillet 1992 modifiée relative à l'octroi de mer			
Art 2	seuil de perception	5 000	820
	seuil de perception	1 000	170
Art 3	seuil de perception	1 500 000	230 000
	seuil de perception	2 000 000	300 000
	seuil de perception	3 500 000	530 000
Loi de finances pour 1993 modifiée (loi n° 92-1376 du 30 décembre 1992)			
Article 116	plafond de la taxe spéciale d'équipement perçue au profit de l'EP foncier du Puy-de-Dôme	11 000 000	1 677 000
Loi de finances rectificative pour 1995 n° 95-1347 du 30 décembre 1995			
Article 34	Casinos, plafond annuel de l'abattement supplémentaire pour investissements hôteliers ou thermaux	7 000 000	1 060 000
Loi de finances pour 1998 modifiée (loi n° 97-1269 du 30 décembre 1997)			
Article 97	plafond de la taxe spéciale d'équipement perçue au profit de l'EP foncier d'Argenteuil-Bezons	25 000 000	3 810 000

## ANNEXE N° 2 (suite et fin)

**OUTRE-MER**

Articles	Nature de la mesure	montants actuels en francs	montants en euros (2002)
Loi n° 66-400 du 18 juin 1966 sur l'exercice de la pêche maritime et l'exploitation des produits de la mer dans les Terres australes et antarctiques françaises			
Article 2	Droit assis sur les produits pêchés, chassés ou exploités. (limite par tonne capturée).	12 000	1 820
Ordonnance n°96-1122 du 20 décembre 1996 relative à l'extension et à l'adaptation à la collectivité territoriale de Mayotte des dispositions législatives du titre I du livre VII du code de la santé publique			
Article 34	Contribution aux dépenses de fonctionnement de l'établissement public de santé territorial de Mayotte (frais d'hospitalisation et de consultations externes des personnes non affiliées au régime d'assurance maladie-maternité)	12 500 000	1 900 000
Ordonnance n° 98-525 du 24 juin 1998 relative à la modernisation des codes des douanes et au contrôle des transferts financiers avec l'étranger dans les territoires d'outre-mer et les collectivités territoriales de Mayotte et Saint-Pierre-et-Miquelon modifiée par la loi n°99-1122 du 28/12/1999			
Article 4	Seuil déclaratif applicable à St-Pierre et Miquelon et Mayotte	50 000	7 600



## ANNEXE N° 3 : Cadre réglementaire

Nouveaux montants en euros pour 2002 dans les textes réglementaires.

**MINISTÈRE** : Agriculture et pêche

**RÉFÉRENCE** : Décret en Conseil d'Etat n°2001-318 du 11 avril 2001

**TITRE** : Portant adaptation de la valeur en euros de certains montants exprimés en francs dans le code rural et le code forestier.

**PUBLICATION** : Journal officiel du 14 avril 2001

Texte modifié	Nature de la mesure	Montants actuels en francs	Montants en euros (2002)
<b>CODE RURAL</b>			
Article R 141-1 1 <sup>er</sup> alinéa du II	Garantie financière	200 000	30 000
Article R 141-2 2 <sup>ème</sup> alinéa du II	Garantie financière forfaitaire	200 000	30 000
Article R-323-27 1 <sup>er</sup> alinéa	Capital d'un groupement agricole d'exploitation en commun	10 000	1 500
		50	7,5
Article R 523-1 Dernier alinéa	Valeur nominale des parts pour les associations coopérateurs	10	1,5
Article R 524-10	Chiffre d'affaires des coopératives agricoles	700 000	110 000
Article 524-22-1	Chiffre d'affaire dernier exercice	700 000	110 000
Article 531-6	Chiffre d'affaires Clôture exercice	700 000	110 000
Article R-811-95	Baux et marchés	500 000	80 000
<b>CODE FORESTIER</b>			
Article R161-2	Valeur totalité des bois abattus ou vendus	10 000	1 500

## ANNEXE N° 3 (suite)

**MINISTÈRE** : Agriculture et pêche

**RÉFÉRENCE** : Décret n°2001-319 du 11 avril 2001

**TITRE** : Portant adaptation de la valeur en euros de certains montants exprimés en francs dans les textes concernant l'agriculture.

**PUBLICATION** : Journal officiel du 14 avril 2001

Texte modifié	Nature de la mesure	Montants actuels en francs	Montants en euros (2002)
Décret 96-365 du 24 avril 1996			
Article 1er	Montant de la redevance annuelle relative à l'agrément des producteurs et négociants en bois et plants de vignes	500 280	75 42
Décret 98-1210 du 21 décembre 1998			
Article 1 <sup>er</sup>	Majorations par hectares	195 140	30 22
Article 2	Majoration par milliers de boutures ou de greffes	3,85 5,3	0,60 0,80
Décret 98-311 du 23 avril 1998			
Article 14	Allocation préretraite : forfait annuel	36 000	5 500
Article 15	Allocation préretraite : montant	30 000	4 600
<b>CODE RURAL</b>			
Article R 343-34	Aide globale : cas général	70 000	10 700
	Aide globale : zone de montagne	75 000	11 500

## ANNEXE N° 3 (suite)

**MINISTÈRE** : Agriculture et pêche

**RÉFÉRENCE** : Décret n°2001-320 du 11 avril 2001

**TITRE** : Portant adaptation à l'euro du décret n°98-312 du 23 avril 1998 relatif à la mise en œuvre d'une mesure de préretraite dans les départements d'outre-mer.

**PUBLICATION** : Journal officiel du 14 avril 2001

Texte modifié	Nature de la mesure	Montants actuels en francs	Montants en euros (2002)
Décret n°98-312 du 23 avril 1998			
Article 10	Allocation annuelle préretraite : forfait	30 000	4 600
Article 10	Partie variable par ha exploité	500	76,5
Article 11	Allocation annuelle préretraite	30 000	4 600
Article 15	Aide structurelle se substituant à l'allocation annuelle préretraite	10 000	1 525

## ANNEXE N° 3 (suite)

**MINISTÈRE** : Agriculture et pêche

**RÉFÉRENCE** : arrêté du 7 septembre 2001

**TITRE** : modifiant l'arrêté du 24 juin 1993 relatif aux conditions dans lesquelles les présidents des chambres d'agriculture peuvent instituer des régies d'avances et de recettes.

**PUBLICATION** : Journal officiel du 19 septembre 2001

Texte modifié	Nature de la mesure	Montants actuels en francs	Montants en euros (2002)
Arrêté du 24 juin 1993			
Article 1 2 <sup>ème</sup> alinéa	Montant maximum des dépenses de matériel et de fonctionnement	5 000	800
Article 1 3 <sup>ème</sup> alinéa	Peuvent être payées par ces régies les dépenses des établissements et services visés à l'art. L511-4 du code rural dans la limite par opération de		2 300

## ANNEXE N° 3 (suite)

**MINISTÈRE** : Agriculture et pêche

**RÉFÉRENCE** : arrêté du 19 septembre 2001

**TITRE** : modifiant l'arrêté du 22 juillet 1993 autorisant les directeurs d'établissements publics locaux d'enseignement et de formation professionnelle agricoles à instituer des régies d'avances et de recettes.

**PUBLICATION** : Journal officiel du 6 octobre 2001

Texte modifié	Nature de la mesure	Montants actuels en francs	Montants en euros (2002)
Arrêté du 22 juillet 1993			
Article 5 2 <sup>ème</sup> alinéa	Montant maximum des dépenses de matériel et de fonctionnement	5 000	800

## ANNEXE N° 3 (suite)

**MINISTÈRE** : Ministère de la culture et de la communication

**RÉFÉRENCE** : Décret n°2001-771 du 28 août 2001

**TITRE** : Adaptation de la valeur en euros de certains montants exprimés en francs dans divers décrets

**PUBLICATION** : Journal officiel du 31 août 2001

Texte modifié	Nature de la mesure	Montants actuels en francs	Montants en euros (2002)
Décret n°59-1512 du 30/12/1959			
Art 20	Les sommes recouvrées par l'Etat pourront être réglées dans la limite de 1% du devis du film, limite qui ne peut être inférieure à	7 500	1 140
Décret n° 92-1224 du 17/12/1992			
Art 1 <sup>er</sup>	Droits d'expédition ou de visa	20	3
Décret n°98-750 du 24/08/1998			
Art 17	Versement à un titulaire de compte qui cesse son activité	50 000	7 600
Décret n°99-130 du 24/02/1999			
Art 125	Montant des allocations au profit d'entreprises ayant participé à la composition de programmes	50 000 500 000	7 600 76 000
Art 145	Allocation complémentaire de 1%	2 000 000	305 000

## ANNEXE N° 3 (suite)

**MINISTÈRE** : Ministère de la culture et de la communication

**RÉFÉRENCE** : arrêté du 23 octobre 2001

**TITRE** : Adaptation de la valeur en euros des montants exprimés en francs dans certains arrêtés pris dans les domaines du patrimoine et du cinéma

**PUBLICATION** : Journal officiel du 31 octobre 2001

Texte modifié	Nature de la mesure	Montants actuels en francs	Montants en euros (2002)
Arrêté du 5 juin 1987 modifié par arrêté du 14 octobre 1991			
Art 2 II a, 2 II b	Honoraires et vacations alloués aux architectes en chef des monuments historiques et aux vérificateurs	168 000	25 500
		560 000	85 000
		1 120 000	170 000
		1 680 000	255 000
		2 240 000	340 000
		5 600 000	850 000
		16 800 000	2 550 000
Arrêté du 30 juin 1987			
Art 1	Vacations des architectes en chef des monuments historiques	300	46
Arrêté du 3 mai 1995			
Art 1 et 2	Soutien financier de l'Etat à l'industrie des programmes audiovisuels	70 000 000	10 700 000
		25 000 000	3 810 000
		10 000 000	1 525 000

## ANNEXE N° 3 (suite)

Arrêté du 3 mai 1995			
Art 7		1 500 000	230 000
Arrêté du 6 novembre 1995			
Art 1	Rémunération des études préalables des techniciens conseils des organes	1 600	245
Art 1	Vacations des techniciens conseils des organes	300	46
Arrêté du 10 janvier 1996			
Art 2II	Rémunérations des techniciens conseils des organes	302 500	46 000
		605 000	92 000
		1 210 000	184 000
		1 815 000	276 000
		2 420 000	368 000
		6 050 000	922 000
Arrêté du 8 février 1996			
Art 2	Biens culturels maritimes	10 000	1 550
		50 000	7 700
		200 000	30 500
Arrêté du 24 juillet 1996			
Art 1	Soutien financier de l'Etat à l'industrie des programmes audiovisuels	1 102 950	168 000
		326 800	50 000
		204 250	31 000



## ANNEXE N° 3 (suite)

Arrêté du 24 août 1998			
Art 1	Soutien financier à l'exploitation cinématographique	50 000	7 600
		50 001	7 601
		150 000	22 800
		150 001	22 801
		300 000	45 600
		300 001	45 601
		800 000	121 600
		800 001	121 601
		Art 5	
2 000 000	305 000		
Arrêté du 19 juillet 1999			
Art 1	Soutien financier de l'industrie cinématographique	7 000 000	1 070 000
		20 000 000	3 050 000

## ANNEXE N° 3 (suite)

**MINISTÈRE** : Ministère de la défense

**RÉFÉRENCE** : arrêté du 10 octobre 2001

**TITRE** : adaptation de la valeur en euros de montants exprimés en francs dans l'arrêté interministériel du 21 juin 1985 portant application de l'article 4 du décret n°83-927 du 21 octobre 1983 fixant les conditions de remboursement de certaines dépenses supportées par les armées

**PUBLICATION** : Journal officiel du 23 octobre 2001

<b>Texte modifié</b>	<b>Nature de la mesure</b>	<b>Montants actuels en francs</b>	<b>Montants en euros (2002)</b>
Arrêté du 21 juin 1985			
Art 4	Somme minimum de garantie pour dommages corporels	20 000 000	3 000 000
	pour dommages matériels et immatériels	3 000 000	450 000

## ANNEXE N° 3 (suite)

**MINISTÈRE** : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie

**RÉFÉRENCE** : Décret n°2001-95 du 2 février 2001

**TITRE** : Adaptation de la valeur en euros de certains montants exprimés en francs (dispositions réglementaires issues de décrets en Conseil d'Etat)

**PUBLICATION** : Journal officiel du 3 février 2001

Texte modifié	Nature de la mesure	Montants actuels en francs	Montants en euros (2002)
<b>CODE DES ASSURANCES</b>			
R211-7	Assurance obligatoire de la resp.civile du conducteur de véhicule à moteur : montant minimum de garantie pour les dommages matériels	3 000 000	460 000
R 322-5	Montant minimal du capital social d'entreprises françaises S.A. soumises au contrôle de l'Etat pour pratiquer des opérations entrant dans certaines branches (dont celle de réassurance)	5 000 000	800 000
		3 000 000	480 000
R322-44	Montant minimal du fonds d'établissement des sociétés d'assurances mutuelles pour pratiquer les opérations entrant dans certaines branches , ainsi que les opérations de réassurance	2 500 000	400 000
		1 500 000	240 000
R 322-89	Coût maximal de la délivrance d'une copie des statuts par le greffe du tribunal de grande instance.	10	1,5
R 322-158	Minimum du fonds d'établissement pour les sociétés à forme tontinière	1 000 000	160 000
R 421-19	L'indemnisation des dommages aux biens par le fonds de garantie contre les accidents de la circulation et de chasse supporte un abattement de 2000 F par victime et ne peut excéder 3MF. L'indemnisation des dommages occasionnés à des effets personnels ne peut excéder 6000 F par victime	2 000	300
		3 000 000	460 000
		6 000	970

R 530-1	Courtiers d'assurance: montant minimum de la garantie financière	750 000	115 000
R 530-8	Courtiers d'assurance: montant de l'assurance de responsabilité civile professionnelle	10 000 000	1 525 000
R 530-8	Garantie subséquente de 10 ans incluse dans le contrat d'assurance de responsabilité civile professionnelle des courtiers d'assurance	10 000 000	1 525 000
<b>CODE DES CAISSES D'ÉPARGNE</b>			
Art. 5	Plafond du premier livret des caisses d'épargne	100 000	15 300
Art. 6	Capitalisation des intérêts au-delà du plafond du premier livret des caisses d'épargne. Reprise du plafond prévu à l'article 5	100 000	15 300
Art.10	Plafond du premier livret des caisses d'épargne pour certains souscripteurs (sociétés mutualistes, institutions de coopération, de bienfaisance etc...).	500 000	76 500
<b>CODE DE LA CONSOMMATION</b>			
R 114-1	Un contrat conclu dont l'objet est un bien supérieur à 3000F est soumis à l'article L114-1 du code de la consommation si la livraison n'est pas immédiate	3000	500
R 121-8	Vente avec primes	30	5
		500	80
		350	60
R 311-5	Un avis du JO indique les valeurs actuelles de remboursement mensuels correspondant à 100F de crédit	100	10
R 312-1	Maximum du montant des frais d'études que le prêteur peut demander à l'emprunteur en cas de contrat de crédit non conclu	1 000	150
<b>CODE DE LA CONSTRUCTION ET DE L'HABITATION</b>			
R 315-7	Compte d'épargne-logement, conditions d'attribution de certains prêts	150	22,5

## ANNEXE N° 3 (suite)

CODE DU DOMAINE DE L'ETAT (PARTIE R)			
R 9	Plafond de dispense des formalités de purge des privilèges et hypothèques grevant les immeubles	50 000	7 700
R 54	Montant du droit fixe dû au titre de la délivrance des autorisations de voirie	130	20
		65	10
R 57-2	Montant des travaux au-delà duquel le ministre est compétent pour accorder une concession de service public, d'outillage public ou d'installations portuaires de plaisance, constitutive de droits réels	20 000 000	3 000 000
R 57-4	Montant des travaux nécessaires à la continuité du service public au-delà duquel le ministre est compétent pour délivrer des autorisations d'occupation du domaine public constitutives de droits réels	20 000 000	3 000 000
R 57-9	Montant des investissements financés par crédit-bail sur le domaine public, au-delà duquel le ministre est compétent pour délivrer l'agrément	20 000 000	3 000 000
R 129	Valeur vénale de l'immeuble, au-delà de laquelle le ministre est compétent pour prononcer les aliénations par adjudications et les cessions amiables	7 000 000	1 100 000
		3 500 000	550 000
R 129-1	Valeur vénale de l'immeuble en deçà de laquelle le ministre peut autoriser la cession amiable par arrêté	500 000	80 000
R 148-3	Valeur vénale des immeubles reconnus inutiles par le ministère de la défense, en deçà de laquelle la cession peut être consentie à l'amiable	1 000 000	150 000
R 184	Services fonciers. Tranches de prix déterminant la rémunération des interventions de la direction des services fiscaux, s'appliquant aux négociations amiables et à la représentation de l'acquéreur dans les contrats consécutifs à ces pourparlers et à l'action devant les juridictions d'expropriation.	100 000	15 000
		100 000,01	15 000,01
		2 000 000	300000

## ANNEXE N° 3 (suite)

CODE GÉNÉRAL DES IMPÔTS (ANNEXE II)			
94	Limite du montant des revenus mobiliers permettant de prolonger le délai de demande de restitution du crédit d'impôt	50	8
102 SA	Prix de revient minimum d'une participation dans une filiale bénéficiant à l'étranger d'un régime fiscal privilégié à partir duquel les résultats de cette filiale sont soumis à l'IS en France.	150 000 000	22 800 000
102 Z	Prix de revient minimum d'une participation dans une filiale bénéficiant à l'étranger d'un régime fiscal privilégié à partir duquel les résultats de cette filiale sont soumis à l'IS en France.	150 000 000	22 800 000
140 H	Montant de l'exonération de taxe d'apprentissage demandée en première instance pour la saisine de la Commission spéciale prévue à l'article 227 du CGI	1 000	150
242-0 C	Montant minimum du crédit de taxe déductible pour une demande annuelle de remboursement.	1 000	150
242-0 C	Montant minimum du crédit de taxe déductible pour une demande trimestrielle de remboursement de TVA	5 000	760
242-0 I	Montant minimum du crédit de taxe déductible pour une demande trimestrielle de remboursement de TVA (opérations de crédit-bail).	5 000	760
267 quater F	Montant de redevance sanitaire d'abattage en dessous duquel cette redevance fait l'objet d'une déclaration trimestrielle	12 000	1 830
267 quater H	Montant de la redevance sanitaire pour le contrôle de certaines substances et de leurs résidus en dessous duquel cette redevance fait l'objet d'une déclaration trimestrielle	12 000	1 830
310 HF	Limites des valeurs locatives des immobilisations qui servent de base pour la détermination de la taxe professionnelle	400 000	61 000
		1 000 000	152 500
310 HG	Abattement fixe sur la valeur locative servant de base pour la détermination de la taxe professionnelle	25 000	3 800

## ANNEXE N° 3 (suite)

317 duodecies	Montant de la taxe due pour la délivrance des duplicata de vignettes pour les véhicules à moteur	10	1,5
396 A	Limite en deçà de laquelle le trésorier payeur général, le receveur des finances ou les comptables directs du Trésor sont compétents pour prendre des décisions de remise ou modération de frais de poursuites d'intérêts moratoires ou de majorations	500 000	76 000

## DISPOSITIONS DIVERSES NON CODIFIÉES

Texte modifié	Nature de la mesure	Montants actuels en francs	Montants en euros (2002)
<b>COMMERCE ET INDUSTRIE</b>			
Décret 71-524 du 1er juillet 1971 Art. 17-2	Sociétés civiles faisant publiquement appel à l'épargne. Pourcentage du capital devant être représenté par les associés demandant l'inscription d'une résolution à l'ordre du jour de l'assemblée générale	5 000 000 50 000 000 100 000 000	760 000 7 600 000 15 200 000
Décret 74-304 du 10 avril 1974 Art 2	Régime des caisses d'épargne, versement minimum Versement minimum pour le compte d'enfants d'âge scolaire possédant un livret	10 1	1,5 1
Décret 82-307 du 2 avril 1982 Art 1	Conditions d'attribution de l'aide prévue en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans par l'article 106 de la loi de finances pour 1982 et accordée sous la forme d'une indemnité de départ.	59 600 28 800 106 000 52 400	9 086 4 391 16 160 7 988
Décret 91-160 du 13 février 1991 Art 3	Participation des organismes financiers à la lutte contre le blanchiment de l'argent, montant d'opération financière au-delà duquel un organisme financier doit s'assurer de l'identité d'un client occasionnel.	50 000	8 000
Art. 4	Seuil qui s'applique à la communication par l'organisme financier de documents aux autorités de contrôle	1 000 000	150 000

## ANNEXE N° 3 (suite)

Décret 92-456 du 22 mai 1992 - Art. 10 Décret 94-284 du 6 avril 1994 Art 2	Dispositions relatives au refus de paiement de chèques et à l'interdiction d'émettre des chèques: montant de pénalité libératoire au delà duquel cette pénalité peut être versée à la recette des impôts ou au comptable du Trésor.	24 000 24 000	3 600 3 600
Décret 95-85 du 26 janvier 1995 Art 2	Taxes d'aide au commerce et à l'artisanat: détermination du chiffre d'affaires annuel par mètre carré des locaux destinés à la vente au détail, à partir duquel est calculée la taxe d'aide au commerce et à l'artisanat.	10 000 80 000	1 500 12 000
Art. 3B	C.A. annuel par m2 au plus égal à	25000	3800
Décret 96-367 du 2 mai 1996 Art 8	Plafond du livret jeune	10 000	1 600
Décret 98-1205 du 28 décembre 1998 Art 6	Taxe parafiscale au profit des membres du GIE COREM: seuil de mise en recouvrement.	250	40
<b>RÈGLEMENTATION FISCALE ET COMPTABLE</b>			
Décret 67-568 du 12 juillet 1967 Art 9	Dispositions relatives à l'acquisition foncière pour le compte des collectivités publiques dans certains départements Service foncier - Tranches de prix déterminant le pourcentage de rémunération des directions des services fiscaux apportant leur concours aux départements et aux communes pour la réalisation d'opérations d'acquisitions foncières	100 000 100 000,01 2 000 000	15 000 15 000,01 300 000
Décret 68-445 du 13 mai 1968 - Art. 1 Art 3	Procédure de remise gracieuse des débits sur pensions : seuils de compétence.	200 000 200 000 50 000	50 000 30 000 7 600



## ANNEXE N° 3 (suite)

Décret 86-455 du 14 mars 1986 - Art 9	Dispositions relatives à la suppression des commissions des opérations immobilières et de l'architecture et fixant les modalités de consultation du service des domaines : valeur locative des immeubles au-delà de laquelle le ministre est compétent pour prononcer les décisions de passer outre à l'avis du directeur des services fiscaux.	100 000	15 000
	Valeur vénale des immeubles au-delà de laquelle le ministre est compétent pour prononcer les décisions de passer outre à l'avis du directeur des services fiscaux.	1 000 000	150 000
Décret 92-1369 du 29 déc. 1992	Seuils de compétence pour le recouvrement des produits divers de l'Etat		
Art 4	Transaction par le comptable jusqu'à	500 000	76 000
Art. 5	AJT peut transiger si montant créance compris entre	500 000	76 000
		1 000 000	150 000
Art. 10	Remise principal, majo, FP et intérêts par comptable si dette n'excède pas	500 000	76 000
Art. 11	Remise principal, majo, FP et intérêts par Ministre si dette comprise entre	500 000	76 000
		750 000	110 000
Art.12 1	Après avis comité contentieux, remise par le Ministre pour Principal, majo et FP pour même dette n'excédant pas	1 000 000	150 000
Art 12 2	Intérêts d'un montant supérieur à	750 000	110 000
Décret 93-201 du 12 février 1993			
Art. 4	Dispositions relatives à l'octroi de mer: demande de remboursement annuel ou trimestriel.	1 000	150
		5 000	760

## ANNEXE N° 3 (suite)

## DISPOSITIONS DIVERSES

Texte modifié	Nature de la mesure	Montants actuels en francs	Montants en euros (2002)
<b>CODE GENERAL DES IMPOTS (Annexe II)</b>			
Art 91 quater decies	Déduction investissements réalisés Outre-Mer	« Converti en francs français »	« Converti en euros »
Art 102 V, 102W et 122	Bénéfices réalisés par une société établie dans un pays à régime fiscal privilégié	« Converti en francs français »	« Converti en euros »
Art 116 ter	Résultat consolidé : plus ou moins value nette	« Converti en francs français » et « en monnaie française »	« Converti en euros » et « en euros »
Art 128, 379, 380	Obligations déclaratives, sociétés étrangères ayant une exploitation en France, retenue à la source	« en monnaie française »	« en euros »
Art 317 sexies	Taxe locale d'équipement	« A la dizaine de francs inférieure »	« A l'euro le plus proche », la fraction égale à 0,5 étant comptée pour 1
<b>CODE DES ASSURANCES</b>			
R341-7	Documents comptables : comptes annuels	Les mots « en francs français » sont supprimés	
R 334-2		<b>Abrogé</b>	

## ANNEXE N° 3 (suite)

**MINISTÈRE** : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie

**RÉFÉRENCE** : Décret n°2001-96 du 2 février 2001

**TITRE** : Adaptation de la valeur en euros de certains montants exprimés en francs (dispositions réglementaires issues de décrets)

**PUBLICATION** : Journal officiel du 3 février 2001

Texte modifié	Nature de la mesure	Montants actuels en francs	Montants en euros (2002)
<b>CODE DE LA CONSOMMATION</b>			
D. 311-1	Crédit à la consommation	140 000	21 500
D. 311-2	Seuil crédit immobilier	140 000	21 500
<b>CODE DU DOMAINE DE L'ÉTAT (PARTIE D)</b>			
D. 18	Valeur vénale au-delà de laquelle le ministre est compétent pour l'aliénation des immeubles attribués à l'ONERA	100 000	15 000
<b>CODE GÉNÉRAL DES IMPÔTS (ANNEXE III)</b>			
38 sexdecies F	Montant minimum des acquisitions de terres qui peuvent donner lieu à une déduction accélérée pour le calcul du bénéfice agricole	100 000	15 000
39 ter	Limite du montant global des rachats de parts à déclarer par le gérant de fonds commun de placement	10 000	1 500
41-0 A	Limite de chiffre d'affaire total de l'entreprise dans le cadre d'une activité agricole, commerciale ou artisanale pour bénéficier d'une exonération de plus-value professionnelle	1 000 000	152 600

## ANNEXE N° 3 (suite)

46 quater B	Montant minimal du capital des sociétés d'investissement exigé pour l'octroi d'un régime privilégié	20 000 000	3 000 000
46 quater C	Montant minimal du capital des sociétés d'investissement	20 000 000	3 000 000
111 quater G	Montant mensuel en deçà duquel la redevance sanitaire d'abattage peut-être acquittée trimestriellement	1 000	150
143 H	Montant de l'amende sanctionnant le défaut de déclaration des négociants cidricoles	160	22
		600	90
286	Montant du salaire fixe du conservateur des hypothèques pour tout dépôt d'un bordereau rectificatif	50	8
287	Montant du salaire fixe du conservateur des hypothèques pour chaque publication ne donnant pas ouverture au salaire proportionnel.	100	15
288	Tarif des salaires exigibles pour les réquisitions déposées en vue de la délivrance des renseignements hypothécaires par immeuble au-delà du 5e	4	1
	Tarif des salaires exigibles pour les réquisitions par personne au-delà de la 3e	20	3
	Tarif des salaires exigibles pour les réquisitions par personne ou par immeuble	50	8
289	Tarif des salaires exigibles pour les réquisitions déposées en vue de la délivrance de renseignements hypothécaires ordinaires par immeuble au-delà du 5e	6	1
289	Tarif des salaires exigibles pour les réquisitions déposées en vue de la délivrance de renseignements hypothécaires ordinaires par personne au-delà de la 3e	30	5
	Tarif des salaires exigibles pour les réquisitions déposées en vue de la délivrance de renseignements hypothécaires ordinaires par personne ou par immeuble	75	11
290	Tarif des salaires exigibles lors de la demande de délivrance de copies ou d'extraits littéraires de documents publiés	40	6
		100	15
		200	30

## ANNEXE N° 3 (suite)

291	Tarif des salaires exigibles lors de la demande de délivrance d'extraits	30	5
292	Tarif des salaires exigibles lors de la demande de délivrance des relevés de formalités	30	5
298	Minimum de perception par inscription ou déclaration	50	8
	Minimum de perception par radiation ou acte	100	15
322 G	Exonération temporaire de taxe professionnelle accordée dans le cadre de l'aménagement du territoire	100 000	15 000
		300 000	46 000
		500 000	76 000
		800 000	122 000
331 L	Limite d'exonération de redevance sur l'édition des ouvrages de librairie	500 000	76 000
331 V ter	Limite de recettes hebdomadaires ouvrant droit à l'exonération de la taxe spéciale sur le prix des places de cinéma	2 400	370
344 I bis	Seuil des titres et valeurs à déclarer au cas de transfert vers ou en provenance des TOM ou collectivités territoriales de Mayotte et St-Pierre-et-Miquelon	50 000	7 600
359	Montant de l'impôt dispensant du versement des acomptes d'IS	1 000	150
366 C	Montant de la contribution sur l'impôt sur les sociétés pour dispenses de versement anticipé	100	15
369	Montant mensuel en deçà duquel un versement trimestriel est permis de taxe sur les salaires	1 000	150
376	Plafond de la dispense d'acompte de contribution annuelle représentative du droit de bail et contribution additionnelle	100	15
381 ter	Plafond de la dispense d'acompte de contribution annuelle représentative du droit de bail et contribution additionnelle	100	15
381 septies	Plafond de la dispense d'acompte de contribution annuelle représentative du droit de bail et contribution additionnelle	100	15

## ANNEXE N° 3 (suite)

434	Limite au-delà de laquelle le préfet statue sur les demandes en décharge ou en alternation de responsabilité	100 000	15 000
<b>CODE DES JURIDICTIONS FINANCIÈRES</b>			
D 231-20	Seuil de compétence	2 000 000	305 000

**DISPOSITIONS DIVERSES NON CODIFIÉES**

<b>COMMERCE ET INDUSTRIE</b>			
Décret 83-872 du 30 septembre 1983 Art 1 <sup>er</sup>	Reprise réglementaire du plafond du CODEVI fixé par l'ordonnance du 19 septembre 2000	30 000	4 600
Décret 84-251 du 6 avril 1984 Art 1er	Valeur minimale des parts sociales des coopératives artisanales, de transport et maritimes	100	15
Décret 85-1073 du 7 octobre 1985 Art 1 <sup>er</sup>	Montant à partir duquel certains règlements doivent être effectués par chèque ou virement	10 000	1 500
Décret 89-158 du 9 mars 1989 Art 5	Montant minimal des parts de fonds commun de créance	1 000	150
Décret 89-938 du 29 décembre 1989 Art 7 Art 15	Seuils de déclaration obligatoire des mouvements physiques de fonds avec l'étranger	50 000	7 600
		5 000 000	760 000
Décret 92-137 du 13 février 1992 Art 2	Capital social minimum des émetteurs de TCN	1 500 000	225 000
Décret 92-362 du 1er avril 1992 Art 1er	Montant au-delà duquel les casinos doivent enregistrer l'identité des joueurs qui remettent ou qui reçoivent des moyens de paiement en échange de jetons ou de plaques	10 000	1 500

## ANNEXE N° 3 (suite)

Décret 96-645 du 19 juillet 1996 Art. 1er	Montant maximum des valeurs déclarées dans un envoi postal	32 000	5 000
Décret 98-880 du 1 <sup>er</sup> octobre 1998 Art 1 <sup>er</sup> 3° du II	Montant minimal du bilan social des « investisseurs qualifiés	1 000 000 000	150 000 000
<b>RÈGLEMENTATION COMPTABLE ET DOUANIÈRE</b>			
Décret 78-1297 du 28 décembre 1978 Art 1 <sup>er</sup> I 1° a et e, I 2° b	Seuils de compétence pour les transactions sur infractions douanières	2 300 000 650 000 1 650 000 3 000 000 6 000 000	350 000 100 000 250 000 460 000 920 000
Décret 83-16 du 13 janvier 1983	Montant minimum de production de justificatifs pour règlement exceptionnel en numéraire	2 500	380
Décret 97-663 du 29 mai 1997 - Art 15 Art 16	Plafond des abattements supplémentaires sur le produit des jeux de casinos susceptibles d'être accordés : - Pour dépenses d'acquisition, d'équipement et d'entretien réalisées dans les établissements thermaux et hôteliers - Pour dépenses de construction d'un hôtel	7 000 000 5 600 000	1 060 000 850 000
Décret 97-775 du 31 juillet 1997 Art 1er	Seuil de mise en recouvrement des créances étrangères à l'impôt et au domaine	200	30
Décret 99-89 du 8 février 1999 - Art 1 <sup>er</sup> 1° et 2°	Seuils de compétence pour décisions de prescription des créances de l'Etat	50 000 100 000 500 000	7 600 15 000 76 000

## ANNEXE N° 3 (suite)

<b>DISPOSITIONS DIVERSES</b>			
<b>CODE GENERAL DES IMPOTS (Annexe III)</b>			
Art 10 GA ter	Détermination des bénéfices	« convertis en francs »	« Convertis en euros »
Art 41 duodecies C 5°	Revenu global	« en francs »	« en euros »
Art 41 sexdecies D 2°	Revenu global	« centime »	« centime d'euro »
Art 46 AGA 2	Calcul de l'impôt	« Centaine de franc supérieure »	« dizaine d'euros supérieure »
Art 96 L	TVA : obligations des redevables	« valeur fiscale en francs » "valeur statistique en francs "	« valeur fiscale en euros » "valeur statistique en euros "
Art 263	Droit d'enregistrement, taxe publicité foncière	« droits d'enregistrement sur état...F »	« droits d'enregistrement sur état...E »
Art 285	Droit d'enregistrement, taxe publicité foncière	« au franc ou » et « de franc ou » sont supprimés	
Art 350C 1 <sup>er</sup> alinéa	Indemnité allouée aux membres non fonctionnaires des commissions départementales de conciliation	<b>supprimé</b>	
Art 351	Frais d'impression, de confection et de distribution d'avertissements délivrés à chacun des locataires ou fermiers compris dans le rôle auxiliaire	<b>abrogé</b>	
<b>LIVRE DES PROCEDURES FISCALES</b>			
R106-1 R107-1	Délivrance d'extraits mentionnés à l'article L106 et L107	<b>abrogé</b>	



## ANNEXE N° 3 (suite)

**MINISTÈRE** : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie

**RÉFÉRENCE** : Arrêté du 12 juillet 2001

**TITRE** : modifiant l'arrêté du 23 décembre 1992 relatif aux conditions dans lesquelles les directeurs d'établissements publics nationaux peuvent instituer des régies de recettes et d'avances

**PUBLICATION** : Journal officiel du 22 juillet 2001

Texte modifié	Nature de la mesure	Montants actuels en francs	Montants en euros (2002)
<b>ARRÊTÉ DU 23 DÉCEMBRE 1992</b>			
Art 1 3 <sup>ème</sup> alinéa	Montant maximal des menues dépenses de matériel et de fonctionnement par opération	5 000	1 500

## ANNEXE N° 3 (suite)

**MINISTÈRE** : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie

**RÉFÉRENCE** : Arrêté du 3 septembre 2001

**TITRE** : Adaptation de la valeur en euros de certains montants exprimés en francs (dispositions réglementaires issues d'arrêtés)

**PUBLICATION** : Journal officiel du 11 septembre 2001

Texte modifié	Nature de la mesure	Montants actuels en francs	Montants en euros (2002)
<b>CODE DES ASSURANCES</b>			
A. 125-1	Montant de la franchise catastrophes naturelles, (biens à usage d'habitation, véhicules terrestres à moteur, autres biens à usage non professionnel)	2 500	380
A. 125-1	Montant de la franchise catastrophes naturelles, (biens à usage professionnel, montant minimum)	7 500	1 140
A. 125-1	Montant de la franchise catastrophes naturelles pour les dommages imputables à la sécheresse, (biens à usage d'habitation, autres biens à usage non professionnel)	10 000	1 520
A. 125-1	Montant de la franchise catastrophes naturelles, (biens à usage professionnel, montant minimum)	20 000	3 050
A. 160-2	Montant des arrérages de rentes en deçà duquel les entreprises d'assurance-vie peuvent procéder au rachat de la rente et des majorations de rentes	500	72
A. 160-4	Montant des arrérages de rentes en deçà duquel les entreprises d'assurance-vie peuvent procéder au cumul des rentes	500	72
A. 310-5	Vérification d'identité du souscripteur d'un contrat d'assurance-vie ou de capitalisation au-delà d'un certain montant de prime	50 000	8 000
A.333-4	Réserve de capitalisation : dérogation pour les entreprises dont les placements concernés ne dépassent pas un certain montant	5 000 000	750 000

## ANNEXE N° 3 (suite)

CODE DU DOMAINE DE L'ÉTAT (PARTIE A)			
A. 31	Montant des redevances au-delà duquel des acomptes mensuels sont dûs	240 000	37 000
A. 39	Montant des redevances au-delà duquel le paiement est acquitté d'avance	500	76
A. 61	Adjudication du droit de pêche. Montant des enchères par rapport à la mise à prix	20 50 100 200 500 501 1 000 1 001 10 000	3 8 15 30 76 77 150 151 1 500
A. 104-1	Valeur vénale de l'immeuble en deçà de laquelle le ministre peut autoriser la cession amiable par arrêté ( hors Ile-de-France)	400 000 500 000	65 000 80 000
A. 115-1	Valeur plafond des véhicules automobiles pouvant être cédés gratuitement à des associations caritatives	2 000 10 000	300 1 500
A. 117-1	Seuil de paiement par obligations cautionnées des biens immobiliers	40 000	6 100
A. 117-2	Seuil au-delà duquel le crédit est de 3 mois Seuil au-delà duquel le crédit est de 6 mois Seuil au-delà duquel le crédit est de 9 mois	40 000 200 000 2 000 000	6 100 30 000 300 000
A. 122	Valeurs vénales et locatives des immeubles, déterminant la consultation obligatoire de la commission interministérielle pour les biens de l'Etat dans les pays étrangers	120 000 2 000 000	18 000 300 000

## ANNEXE N° 3 (suite)

CODE GENERAL DES IMPOTS (ANNEXE IV)			
4J	Contrôle de frais généraux, obligations des entreprises : Limite de rémunération pour frais d'objets destinés à la publicité	200	30
	Limite de rémunération pour frais de cadeaux	20 000	3 000
	Limite de rémunération pour frais de réceptions	40 000	6 100
	Limite de rémunération pour frais de voyage	100 000	15 000
	Limite de rémunération pour frais divers	200 000	30 000
	Limite de rémunération pour 1 personne	325 000	50 000
	Limite de rémunération pour les 5 personnes les mieux rémunérées	1 000 000	150 000
	Limite de rémunération pour les 10 personnes les mieux rémunérées	2 000 000	300 000
4K	Limite de rémunération pour frais d'objets destinés à la publicité	200	30
23 I ter	Montant du concours versé pour la formation des apprentis	2 500	380
23L	Seuil de dispense de dispense de déclaration de contrat de prêt	5 000	760
23 N	Limite pour toute taxe comprise	200	31
24 bis	Seuil d'exonération de taxe sur la livraison de biens achetés dans un même magasin	1 200	175
50 quaterdecies A	Limite de taxe à 0,5% sur les achats de viande	125 000	19 000
50 quindecies	Montant à déposer en vue de la délivrance du récépissé de consignation : Pour utilisation du véhicule	500	76
	Pour vente de marchandises	1 000	150
	Pour utilisation de 2 véhicules	2 000	300

## ANNEXE N° 3 (suite)

56 J bis	Rémunération due par les professionnels pour la détermination par les bureaux de garantie du titre des lingots	100	15
		250	38
67	Plafond de salaire pour prélèvement nul (conservateur des hypothèques)	15 000	2 300
	Plancher de salaire pour prélèvement à 65%	15 001	2 301
	Plafond de salaire pour prélèvement à 65%	35 000	5 300
	Plancher de salaire pour prélèvement à 70%	35 001	5 301
	Plafond de salaire pour prélèvement à 70%	50 000	7 600
	Plancher de salaire pour prélèvement à 75%	50 001	7 601
	Plafond de salaire pour prélèvement à 75%	65 000	9 900
	Plancher de salaire pour prélèvement à 80%	65 001	9 901
	Plafond de salaire pour prélèvement à 80%	95 000	14 500
	Plancher de salaire pour prélèvement à 85%	95 001	14 501
	Plafond de salaire pour prélèvement à 85%	265 000	40 000
	121 KM	Seuil de réduction de 5% pour les débitants de tabac	100
121 V octies	Limite du montant du programme d'investissement dans les DOM pour décision des DSF	4 000 000	610 000
121 V undecies	Montant minimal d'investissement	20 000 000	3 000 000
163	Frais d'assiette sur les contributions indirectes	10 000	1 500
		10 000 000	1 500 000
		20 000 000	3 000 000
170 quinquies	Montant d'investissement réalisé	50 000 000	7 600 000
	CA d'entreprises	1 000 000 000	150 000 000
170 sexies	Montant de capitaux propres de société	10 000 000	1 500 000
		1 000 000 000	150 000 000
170 septies	Montant d'actif net de société	50 000 000	7 600 000
170 septies F	Montant d'investissement réalisé	50 000 000	7 600 000
	Montant de chiffre d'affaire	1 000 000 000	150 000 000
170 decies	Montant du programme d'investissement	10 000 000	1 500 000

## ANNEXE N° 3 (suite)

**DISPOSITIONS DIVERSES NON CODIFIÉES**

<b>COMMERCE ET INDUSTRIE ET CONSUMMATION</b>			
Arrêté 26/12/1974 Art 2	Montant minimum d'une fraction de prêt pouvant être consentie dans le cadre d'un prêt sur CEL en cas de pluralité de taux	1 000	150
Arrêté 15/03/1976  Art 1  Art 2	Montant des primes d'épargne logement  Montant maximum de la prime d'épargne versée aux titulaires d'un CEL  Montant maximum de la prime d'épargne versée aux titulaires d'un PEL	  7 500  10 000	  1 144  1 525
Arrêté 15/03/1976  Art 2  Art 3  Art 4	Conditions d'opérations d'épargne logement  Montant maximum des dépôts sur un CEL  Montant minimum des droits acquis subordonnant l'octroi d'un PEL : droit commun  Montant maximum des PEL	  100 000  500 250 150 000	  15 300  75 37 23 000
Arrêté du 16/12/1980 Art 1 et 2  Art 2	Marchés passés par les charbonnages de France et les houillères de bassin : montant minimal hors taxes des marchés soumis au visa préalable de la mission de contrôle  Montant minimum des capitaux propres dont les banques et organismes de crédit doivent justifier pour distribuer des produits épargne-logement	  1 000 000  75 000 000	  160 000  11 000 000

## ANNEXE N° 3 (suite)

Arrêté 25/03/1981 Art 1	du	Règles de compétence de la commission des marchés de charbonnage de France : montant minimal hors taxes des marchés soumis à la commission des marchés	10 000 000	1 600 000	
		Montant minimal hors taxes des marchés soumis au visa préalable de la commission des marchés	12 000 000	1 800 000	
Arrêté 11/03/1982 Art 1	du	Marchés passés par EDF : montant minimal hors taxes des marchés soumis au visa préalable de la mission de contrôle par la DDE	6 000 000	900 000	
		montant minimal hors taxes des marchés soumis au visa préalable de la mission de contrôle par les autres directions	2 000 000	300 000	
Arrêté 27/04/1982 Art 1	du	Montant minimum des droits acquis subordonnant l'octroi d'un prêt d'épargne-logement : prêt destiné au financement de travaux ayant spécifiquement pour objet d'économiser l'énergie	150	22,5	
Arrêté 11/06/1983 Art 1 Art 2 Art 2 Art 3	du	Epargne-logement :			
		Montant de dépôt initial auquel est subordonné un PEL	1 500	225	
		Montant minimum des versements annuels sur un PEL	3 600	540	
		Montant maximum de la majoration de prime (par personne à charge)	1 000	153	
		Montant minimum de la majoration des versements (selon que la périodicité est :	- mensuelle	500	75
			- trimestrielle	1 500	225
			- semestrielle	3 000	450
		Montant minimum des versements résultant de la majoration	300	45	
	900	135			
	1 800	270			

## ANNEXE N° 3 (suite)

Arrêté du 29/11/1983 Art 1	Caractéristiques des titres pour le développement industriel émis par la CDC : valeur nominale des titres	100 000	16 000
Règlement n°84-09 du 28/09/1984 Art unique	Montant du bilan d'un établissement de crédit à partir duquel le contrôle doit être exercé par plusieurs commissaires aux comptes	3 000 000 000	450 000 000
Arrêté du 16/09/1986 Art 1	Montants des découverts et des opérations d'escompte en deçà desquels les banques peuvent percevoir des minima forfaitaires qui ne sont pas pris en compte pour le calcul du taux effectif global des prêts	2 500 5 000	400 800
Arrêté du 29/12/1989 Art 1	Plafond du montant mensuel cumulé des règlements effectués par un résident avec l'étranger ou des non-résidents, en deçà duquel l'obligation de déclaration ne s'applique pas	100 000	15 000
Art 2		1 000 000 000	150 000 000
Art 3		500 000 000	80 000 000
Art 4		10 000 000	1 500 000
Art 5		10 000	1 500
Arrêté du 2 mars 1990 Art 3	Dépannage, entretien	1 000	150
Arrêté du 25/06/1990 Art 1	Seuils de certaines catégories de prêts servant à la BDF pour la constatation des taux effectifs moyens	10 000	1 524
	Seuils à partir desquels la BDF exclut les prêts aux entreprises pour la constatation des taux effectifs moyens	1 000 000	152 449
		500 000	76 225
		300 000	45 735



## ANNEXE N° 3 (suite)

Règlement n°91-01 du 16/01/1991 Art 9	montant du bilan d'un établissement de crédit à partir duquel ses comptes annuels doivent être publiés au bulletin des annonces légales obligatoires	3 000 000 000	450 000 000
Règlement n°91-03 du 16/01/1991 Art 2	montant du bilan d'un établissement de crédit à partir duquel ses comptes annuels doivent être publiés au bulletin des annonces légales obligatoires	3 000 000 000	450 000 000
Arrêté du 03/04/1991 Art 3	La Poste : seuils de compétence de la commission consultative des marchés et de la mission de contrôle économique et financier	1 000 000 5 000 000 10 000 000 15 000 000	160 000 800 000 1 600 000 2 300 000
Arrêté du 11/10/1991 Art 1	La Poste : seuil des opérations devant faire l'objet d'une approbation préalable	75 000 000	12 000 000
Arrêté du 20/02/1992 Art 2 (1° et 2°)	La Poste : modalités de consultation du service des domaines par la Poste	500 000 1 000 000 2 500 000 5 000 000	80 000 150 000 400 000 800 000
Arrêté du 01/04/1992 Art 1	Montant du dépôt minimum pour l'ouverture d'un CEL	2 000	300
Art 2	Montant minimum des versements ultérieurs	500	75
Art 3	Montant maximum des dépôts sur un PEL	400 000	61 200
Art 3	Montant maximum des prêts épargne-logement	600 000	92 000
Arrêté du 29/05/1992 Art 5	Seuil pour la déclaration au greffe du tribunal de commerce d'un certificat de non-paiement d'un chèque émis par un professionnel	10 000	1 500
Arrêté du 28/08/1992 Art 1	La Poste : seuil de compétence du président du conseil d'administration pour procéder au déclassement des biens du domaine public	25 000 000 12 000 000	4 000 000 1 900 000

## ANNEXE N° 3 (suite)

Arrêté 22/11/1994 Art 1	du	Plafond des prestations complémentaires de vente (voyage, hébergement )	7 000	1 000
Arrêté 27/11/1995 Art 3	du	Seuil de devis obligatoire pour les masseurs kinésithérapeutes	1 000	150
Arrêté 14/02/1996 Art 7	du	Montant d'opération d'investissement direct en France au-delà duquel un compte-rendu est établi	10 000 000	1 500 000
Arrêté 13/08/1996 Art 10 de l'annexe	du	Décisions d'attribution de l'indemnité de départ établie par la commission nationale d'aide au commerce et à l'artisanat :		
		Indemnité minimale allouable à un couple	20 575	3 140
		Indemnité maximale allouable à un couple	123 450	18 820
		Indemnité minimale allouable à un isolé	13 225	2 020
		Indemnité maximale allouable à un isolé	79 350	12 100
		Indemnité de départ allouée aux ménages : montant moyen qui ne doit pas être dépassé année civile	82 300	12 550
		Indemnité de départ allouée aux isolés : montant moyen qui ne doit pas être dépassé année civile	52 900	8 070
Arrêté 14/08/1996 Art 1	du	Règles de compétence de la commission des marchés EDF : montant HT des marchés au-delà duquel un avis préalable de la commission des marchés est nécessaire	50 000 000	7 500 000
Art 2 1°		Montant HT des avenants aux marchés au-delà duquel un avis préalable de la commission des marchés est nécessaire	10 000 000	1 500 000
Art 3 1°		Un avis préalable de la commission des marchés peut être demandé pour les marchés (hors combustibles) compris entre	20 000 000 50 000 000	3 000 000 7 500 000
Art 3 2°		Un avis préalable de la commission des marchés peut être demandé pour les marchés (hors combustibles) d'un montant supérieur à	3 000 000	450 000

## ANNEXE N° 3 (suite)

Art 4		Peuvent être soumis à l'examen a posteriori de la commission des marchés d'EDF au titre de l'évocation, les marchés (hors combustibles) dont les montants HT éventuellement modifiés par voie d'avenant sont compris entre	3 000 000 20 000 000	450 000 3 000 000
Arrêté 17/10/1996 Art 1	du	Seuil de devis chirurgie esthétique	2000	300
Arrêté 23/04/1997 Art 1	du	Sociétés de production d'électricité du groupe charbonnage de France : montant HT des marchés et conventions au-delà duquel un visa préalable du contrôle financier est nécessaire	1 000 000	160 000
Arrêté 14/08/1997 Art 1	du	Seuil du chiffre d'affaires à individualiser sur le plan comptable	300 000 000	50 000 000
Arrêté 29/06/1998 Art 2	du	Montant de cessions, prises ou extensions de participation financière d'EDF-International soumises à l'approbation par arrêté conjoint du ministre de l'Economie et du ministre chargé de l'énergie	250 000 000	40 000 000
Arrêté 31/12/1998 Art 1 I et II	du	Montant unitaire minimum des billets de trésorerie et des bons à moyen terme négociables	1 000 000	150 000
Arrêté 18/01/1999 Art 6-2-3 An.	du	Montant minimum de capital nécessaire pour exercer l'activité de teneur de compte-conservateur	25 000 000	3 800 000
Arrêté 04/02/1999 Art 1 et 2	du	Seuils applicables aux aides du FISAC	5 000 000	800 000
Arrêté 23/07/1999 Art 1	du	Solde maximum d'un livret d'épargne populaire	50 000	7 700
<b>RÉGLEMENTATION COMPTABLE</b>				
Arrêté du 7 février 1969 Art 1		Rémunération maximale attribuée aux comptables sur le prélèvement de 1% (ONF)	1 200	190

## ANNEXE N° 3 (suite)

Arrêté 02/06/1986 Art 9	du	Montant en deçà duquel il n'est pas procédé aux rétablissements de crédits	1 000	150
Arrêté 27/02/1989 Art 1	du	Limite jusqu'à laquelle les fournisseurs sont dispensés de produire des mémoires ou des factures	1 500	230
Arrêté 23/07/1991 Art 1, 2, 3 et 4	du	Montant pour le règlement obligatoire par virement des dépenses des organismes publics	5 000	750

## ANNEXE N° 3 (suite)

Arrêté du 28/05/1993		Indemnités de responsabilité des régisseurs et montant de cautionnement							
Art 1		Régisseurs de recettes		Régisseurs d'avances et de recettes		Montant du cautionnement		Montant de l'indemnité de responsabilité annuelle	
Montant maximum de l'avance pouvant être consentie		Montant moyen des recettes encaissées mensuellement		Montant total du maximum de l'avance et du montant moyen des recettes effectuées mensuellement					
Francs	euros	Francs	euros	Francs	euros	Francs	euros	Francs	euros
=> 8 000	=> 1 220	=> 8 000	=> 1 220	=> 16 000	=> 2 440				110
De 8001 à 20000	De 1221 à 3000	De 8001 à 20000	De 1221 à 3000	De 16001 à 20000	De 2441 à 3000	2 000	300	720	110
De 20001 à 30000	De 3001 à 4600	De 20001 à 30000	De 3001 à 4600	De 20001 à 30000	De 3001 à 4600	3 000	460	780	120
De 30001 à 50000	De 4601 à 7600	De 30001 à 50000	De 4601 à 7600	De 30001 à 50000	De 4601 à 7600	5 000	760	900	140
De 50001 à 80000	De 7601 à 12200	De 50001 à 80000	De 7601 à 12200	De 50001 à 80000	De 7601 à 12200	8 000	1 220	1 080	160
De 80001 à 120000	De 12201 à 18000	De 80001 à 120000	De 12201 à 18000	De 80001 à 120000	De 12201 à 18000	12 000	1 800	1 320	200
De 120001 à 250000	De 18001 à 38000	De 120001 à 250000	De 18001 à 38000	De 120001 à 250000	De 18001 à 38000	25 000	3 800	2 100	320
De 250001 à 350000	De 38001 à 53000	De 250001 à 350000	De 38001 à 53000	De 250001 à 350000	De 38001 à 53000	30 000	4 600	2 700	410
De 350001 à 500000	De 53001 à 76000	De 350001 à 500000	De 53001 à 76000	De 350001 à 500000	De 53001 à 76000	35 000	5 300	3 600	550
De 500001 à 1000000	De 76001 à 150000	De 500001 à 1000000	De 76001 à 150000	De 500001 à 1000000	De 76001 à 150000	40 000	6 100	4 200	640
De 1000001 à 2000000	De 150001 à 300000	De 1000001 à 2000000	De 150001 à 300000	De 1000001 à 2000000	De 150001 à 300000	45 000	6 900	4 500	690
De 2000001 à 5000000	De 300001 à 760000	De 2000001 à 5000000	De 300001 à 760000	De 2000001 à 5000000	De 300001 à 760000	50 000	7 600	5 400	820
De 5000001 à 10000000	De 760001 à 1500000	De 5000001 à 10000000	De 760001 à 1500000	De 5000001 à 10000000	De 760001 à 1500000	58 000	8 800	6 900	1 050
Au-delà de 10000000	Au-delà de 1500000	Au-delà de 10000000	Au-delà de 1500000	Au-delà de 10000000	Au-delà de 1500000	10 000	1 500 par tranche de 1500000	300	46 par tranche de 1500000

## ANNEXE N° 3 (suite)

Arrêté du 04/06/1996 Art 1	Montant maximum des dépenses de matériel de fonctionnement payables par un régisseur	10 000	1 500
Arrêté du 13/01/1997 Art 1	Montant maximum des dépenses d'intervention et subventions payables par un régisseur	10 000	1 500
Arrêté du 29/12/1997 Art 1	Montant maximum des dépenses de matériel et de fonctionnement payables par un régisseur (collectivités locales et EPL)	10 000	1 500
Arrêté du 29/12/1997 Art 1	Dispense de cautionnement des régisseurs d'avances (collectivités locales et EPL)	8 000 16 000	1 220 2 440
Arrêté du 02/08/1999 Art 1	Seuil de compétence pour les décisions de remise ou de modération (majorations, frais de poursuite et intérêts moratoires)		
	TPG/RF	500 000	76 000
	TP	100 000	15 000
	RP	75 000	11 000
	Inspecteurs	50 000	7 600
Art 2	Délégation de signature accordée pour les décisions de remise gracieuse		
	TP	200 000	30 000
	RP	150 000	22 500
	Inspecteurs	100 000	15 000
Arrêté du 23/11/99 Art 1	Admission en non-valeur, absence de réponse du TPG ou du RF	10 000	1 500

## ANNEXE N° 3 (suite)

RÉGLEMENTATION DOUANIÈRE			
Arrêté du 26/09/1949 Art 6 a §3	Autorisation de don exceptionnel aux établissements de bienfaisance	200	31
	Cession amiable, compétence DR	30 000	4 600
Art 6a §4	Cession amiable, compétence DR, ministre	300 000	46 000
Arrêté du 18/04/1957	Seuils de répartition du produit des amendes et confiscations	20 000	3 100
Art 2§2	Avance aviseur	30	4,5
Art 4 1er tiret §1	Rémunération des agents / produits des affaires	100	15
		200	30
Art 4 2 <sup>ème</sup> tiret §1		40	6
		200	30
		500	75
Art 4 3 <sup>ème</sup> tiret §1		80	12
		500,01	75,01
		1000	150
Art 4 4 <sup>ème</sup> tiret §1		120	18
		1 000,01	150,01
		2 000	300
Art 4 5 <sup>ème</sup> tiret §1		150	23
		2 000,01	300,01
		3 000	450
Art 4 6 <sup>ème</sup> tiret §1		180	27
		3 000,01	450,01
		4 000	600
Art 4 7 <sup>ème</sup> tiret §1		210	32
		4 000,01	600,01
		5000	750

## ANNEXE N° 3 (suite)

Art 4 8 <sup>ème</sup> tiret §1	Rémunération des agents / produits des affaires	240	37
		5 000,01	750,01
		6 000	900
Art 4 9 <sup>ème</sup> tiret §1		270	41
		6 000,01	900,01
		8 000	1 200
Art 4 10 <sup>ème</sup> tiret §1		300	45
		8 000,01	1 200,01
		10 000	1 500
Art 4 11 <sup>me</sup> tiret §1		350	53
		10 000,01	1 500,01
		15 000	2 300
Art 4 12 <sup>ème</sup> tiret §1		400	61
		15 000,01	2 300,01
		20 000	3 000
Art 4 13 <sup>ème</sup> tiret §1		450	69
		20 000,01	3 000,01
		30 000	4 500
		50	8
Art 4 §2		10 000	1 500
Art 8, 1 <sup>er</sup> alinéa		1 000	150
Art 9		80	12
Art 15	Seuils de la répartition	100	15
	Seuil cumul répartition	2 500	380
Arrêté du 30/01/1967			
Art 49 §2	Exemption de licence d'exportation de marchandises prohibées	10 000	1 500



## ANNEXE N° 3 (suite)

Arrêté du 02/03/1971 Art 2	Garanties (conservateurs des hypothèques maritimes)	500 000	75 000
Arrêté du 28/08/1975 Art 2	Cautionnement des comptables	10 000	1 000
Arrêté 26/12/2000 Art 1 <sup>er</sup>	Valeur d'assimilation DEB	650 000 1 500 000 3 000 000 15 000 000	100 000 230 000 460 000 2 300 000
Arrêté du 26/12/2000 Art 2 Art 3	Seuil de transaction	700 10 000	100 1 500
<b>RÉGLEMENTATION FISCALE NON-CODIFIÉE</b>			
Arrêté du 16/05/1962 Art 1 <sup>er</sup>	Montant au-delà duquel les acquisitions immobilières des SAFER sont soumises à l'approbation préalable des commissaires du Gouvernement	200 000	30 000
Arrêté du 21 mai 1970 Art 4	Valeur des meubles Valeur des meubles comprenant des fonds de commerce ou d'industrie ou des droits sociaux	100 000 2 000 000	15 000 300 000
Arrêté du 05/09/1986 Art 1 <sup>er</sup> et 2	Valeur locative et vénale des immeubles, déterminant le seuil de consultation du DSF pour les projets de location et d'acquisitions immobilières	50 000 200 000	8 000 30 000

## ANNEXE N° 3 (suite)

**MINISTÈRE** : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie

**RÉFÉRENCE** : Arrêté du 20 septembre 2001

**TITRE** : Adaptation de la valeur en euros du montant fixé par arrêté du 07/02/2001 modifiant l'annexe II à l'article A.243-1 du code des assurances

**PUBLICATION** : Journal officiel du 29 septembre 2001

Texte modifié	Nature de la mesure	Montants actuels en francs	Montants en euros (2002)
<b>CODE DES ASSURANCES</b>			
A.243-1 Annexe II §B, 1°, d	Obligations de l'assureur en cas de sinistre L'assureur n'est pas tenu de recourir à une expertise lorsqu'au vu de la déclaration de sinistre, il évalue le dommage à un montant inférieur à	12 000	1 800

## ANNEXE N° 3 (suite)

**MINISTÈRE** : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie

**RÉFÉRENCE** : Arrêté du 16 novembre 2001

**TITRE** : fixant le prix de remboursement des carnets de tickets acquittés dans les casinos

**PUBLICATION** : Non paru au journal officiel à ce jour

Texte modifié	Nature de la mesure	Montants actuels en francs	Montants en euros (2002)
Arrêté du 16 mars 1994 Art 1 <sup>er</sup>	Remboursement du prix des carnets à l'administration par le casino	13,80	2,10

## ANNEXE N° 3 (suite)

**MINISTÈRE** : Ministère de l'Education nationale

**RÉFÉRENCE** : Arrêté du 9 juillet 2001

**TITRE** : modifiant l'arrêté du 19 janvier 1994 portant habilitation des ordonnateurs des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel et des directeurs d'établissements publics d'enseignement supérieur relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur à instituer des régies de recettes et d'avances auprès de ces établissements

**PUBLICATION** : Journal officiel du 19 juillet 2001

Texte modifié	Nature de la mesure	Montants actuels en francs	Montants en euros (2002)
Arrêté du 19 janvier 1994 Art 5	Montant des dépenses de matériel et de fonctionnement	5 000	800

## ANNEXE N° 3 (suite)

<b>MINISTÈRE</b> : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité
<b>RÉFÉRENCE</b> : Décret en Conseil d'Etat n°2001-384 du 30 avril 2001
<b>TITRE</b> : Adaptation de la valeur en euros de certains montants exprimés en francs
<b>PUBLICATION</b> : Journal officiel du 5 mai 2001

Texte modifié	Nature de la mesure	Montants actuels en francs	Montants en euros (2002)
<b>CODE DE LA SANTÉ PUBLIQUE</b>			
Article R 2049	Garantie / victime	5 000 000	760 000
	Garantie / protocole de recherche, ensemble des réclamations	30 000 000	4 600 000
		50 000 000	7 600 000
<b>CODE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE</b>			
R 255-3	Placement minimal des excédents durables de trésorerie	300 000 000	45 000 000
R 931-1-6	Fonds d'établissement	2 500 000	380 000
	Fonds d'établissement	1 500 000	230 000
R711-6 dernier alinéa	Montants maximums des rémunérations et avantages	Au franc supérieur	A l'euro supérieur
R 931-10-2	<b>ABROGÉ</b>		
<b>CODE DU TRAVAIL</b>			
R 129-2	Montant maximum aide financière pour exonération cotisations SS	12 000	1 830
R 238-40		5 000 000	760 000
R 763-5	Garantie agence de mannequins	100 000	15 200
R923-2	CA hors taxes	1 000 000	153 000
	Total du bilan	1 500 000	230 000
R 964-1-3	Collecte annuelle pour formation des entreprises	100 000 000	15 000 000
964-16-1	Actions de formation des tuteurs au titres des contrats d'insertion en alternance	100	15

## ANNEXE N° 3 (suite)

<b>CODE DU TRAVAIL APPLICABLE DANS LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MAYOTTE</b>			
R 145-14		10	1,5

**DISPOSITIONS NON CODIFIÉES**

Décret n° 54-883 du 2 septembre 1954 Article 1	Aide sociale (seuil contrôle par l'administration de l'enregistrement et des domaines)	5 000	760
Article 6	Aide sociale (inscription conservation des hypothèques)	10 000	1 500
Décret n° 61-495 du 15 mai 1961 Article 4-1	Recouvrement sur successions (actif net successoral)	300 000	46 000
	Recouvrement sur successions (dépenses supérieures à)	5 000	760
Décret n° 77-636 du 14 juin 1977 Article 13	Sociétés (exercice en commun profession médicale). Montant nominal des parts sociales	100	15
Décret 78-326 du 15 mars 1978 Article 12	Parts sociales (montant nominal)	100	15
Décret n° 78-906 du 24 août 1978 Article 12	Parts sociales (montant nominal)	100	15
Décret n°79-949 du 9 novembre 1979 Article 11	Parts sociales (montant nominal)	100	15
Décret n° 81-509 du 12 mai 1981 Article 11	Parts sociales (montant nominal)	100	15

## ANNEXE N° 3 (suite)

**MINISTÈRE** : Ministère de l'équipement, des transports et du logement

**RÉFÉRENCE** : arrêté du 29 octobre 2001

**TITRE** : portant adaptation de la valeur en euros de certains montants exprimés en francs

**PUBLICATION** : Journal officiel du 14 novembre 2001

<b>Texte modifié</b>	<b>Nature de la mesure</b>	<b>Montants actuels en francs</b>	<b>Montants en euros</b>
Arrêté du 5 juin 1984			
Art 1	Montant global de la redevance due pour l'occupation par des services de l'Etat du domaine géré par la SNCF au-dessus duquel le DSF est consulté sur les conditions financières de cette occupation	100 000	15 000
Art 1 et 2	Chiffre du prix d'acquisition et chiffre d'indemnité due à l'Etat au-dessus desquels la SNCF informe le ministre chargé des transports	1 000 000	150 000

## ANNEXE N° 3 (suite)

**MINISTÈRE** : Ministère de la fonction publique et de la réforme de l'Etat

**RÉFÉRENCE** : Décret n°2001-495 du 6 juin 2001

**TITRE** : pris pour application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques

**PUBLICATION** : Journal officiel du 10 juin 2001

<b>Texte modifié</b>	<b>Nature de la mesure</b>	<b>Montants actuels en francs</b>	<b>Montants en euros</b>
Loi du 12 avril 2000			
Art 10 3 <sup>ème</sup> alinéa	Obligation de conclure une convention pour les subventions dépassent le montant annuel de	300 000	23 000
Art 10 6 <sup>ème</sup> alinéa	L'obligation de dépôt s'applique aux subventions dont le montant annuel dépasse la somme de	1 000 000	153 000



## ANNEXE N° 3 (suite)

**MINISTÈRE** : Ministère de la fonction publique et de la réforme de l'Etat

**RÉFÉRENCE** : arrêté du 30 août 2001

**TITRE** : fixant le taux de base des indemnités forfaitaires de stage alloués aux personnels civils sur le territoire métropolitain de la France

**PUBLICATION** : Journal officiel du 14 septembre 2001

Texte modifié	Nature de la mesure	Montants actuels en francs	Montants en euros
Décret n°90-437 du 28 mai 1990 Art 13, 15 et 53 (2 <sup>ème</sup> alinéa)	Taux de base des indemnités de stage		8,82

## ANNEXE N° 3 (suite)

**MINISTÈRE** : Ministère de la fonction publique et de la réforme de l'Etat

**RÉFÉRENCE** : arrêté du 30 août 2001

**TITRE** : modifiant l'arrêté du 12 avril 1989 fixant le régime et les taux des indemnités de stage susceptibles d'être alloués aux personnels civils en service dans un département d'outre-mer conformément aux dispositions de l'article 7 du décret n°89-271 du 12 avril 1989 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais de déplacement des personnels civils à l'intérieur des départements d'outre-mer, entre la métropole et ces départements et pour se rendre d'un département à un autre

**PUBLICATION** : Journal officiel du 14 septembre 2001

<b>Texte modifié</b>	<b>Nature de la mesure</b>	<b>Montants actuels en francs</b>	<b>Montants en euros</b>
Arrêté du 12 avril 1989 Art 11	Taux de base des indemnités de stage Guadeloupe et Martinique	58,30	8,89
	Guyane	70,30	10,72
	Réunion et Mayotte	80,10	12,22
	Saint-Pierre et Miquelon	73,70	11,24

## ANNEXE N° 3 (suite)

<p><b>MINISTÈRE</b> : Ministère de la fonction publique et de la réforme de l'Etat</p> <p><b>RÉFÉRENCE</b> : arrêté du 30 août 2001</p> <p><b>TITRE</b> : fixant les taux des indemnités forfaitaires de déplacement prévues aux articles 10, 31, 32 et 36 du décret n°89-271 du 12 avril 1989 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais de déplacement des personnels civils à l'intérieur des départements d'outre-mer, entre la métropole et ces départements et pour se rendre d'un département à un autre</p> <p><b>PUBLICATION</b> : Journal officiel du 14 septembre 2001</p>
--

Texte modifié	Nature de la mesure	Montants actuels en francs	Montants en euros
Décret du 12 avril 1989			
Art 10	Guadeloupe et Martinique	363	55,34
Taux journaliers des indemnités de mission	Guyane	438	66,78
	Réunion et Mayotte	498	75,92
	Saint-Pierre et Miquelon	459	69,98
Art 31			
Taux des indemnités kilométriques	<b>Moins de 4 CV</b>		
	<b>Guadeloupe et Martinique</b>		
	=>2 000 km	0,66	0,11
	de 2 001 km à 10 000km	0,73	0,12
	au-delà de 10 000km	0,36	0,06
	<b>Guyane</b>		
=>2 000 km	0,86	0,14	
de 2 001 km à 10 000km	0,97	0,15	
au-delà de 10 000km	0,50	0,08	

## ANNEXE N° 3 (suite)

Art 31	<b>Réunion et Mayotte</b>		
Taux des indemnités kilométriques	=>2 000 km	0,84	0,13
	de 2 001 km à 10 000km	0,94	0,15
	au-delà de 10 000km	0,55	0,09
	<b>Saint-Pierre et Miquelon</b>		
	=>2 000 km	0,54	0,09
	de 2 001 km à 10 000km	0,60	0,10
	au-delà de 10 000km	0,31	0,05
	<b>4 CV et 5CV</b>		
	<b>Guadeloupe et Martinique</b>		
	=>2 000 km	0,80	0,13
	de 2 001 km à 10 000km	0,92	0,15
	au-delà de 10 000km	0,41	0,07
	<b>Guyane</b>		
	=>2 000 km	1,04	0,16
	de 2 001 km à 10 000km	1,21	0,19
	au-delà de 10 000km	0,65	0,10
	<b>Réunion et Mayotte</b>		
	=>2 000 km	1,02	0,16
	de 2 001 km à 10 000km	1,19	0,19
	au-delà de 10 000km	0,71	0,11
	<b>Saint-Pierre et Miquelon</b>		
=>2 000 km	0,68	0,11	
de 2 001 km à 10 000km	0,78	0,12	
au-delà de 10 000km	0,35	0,06	
<b>6CV et plus</b>			
<b>Guadeloupe et Martinique</b>			
=>2 000 km	1,01	0,16	
de 2 001 km à 10 000km	1,22	0,19	
au-delà de 10 000km	0,59	0,09	

## ANNEXE N° 3 (suite)

	<b>Guyane</b> =>2 000 km de 2 001 km à 10 000km au-delà de 10 000km	1,38 1,67 0,87	0,22 0,26 0,14
	<b>Réunion et Mayotte</b> =>2 000 km de 2 001 km à 10 000km au-delà de 10 000km	1,36 1,64 0,93	0,21 0,26 0,15
	<b>Saint-Pierre et Miquelon</b> =>2 000 km de 2 001 km à 10 000km au-delà de 10 000km	0,86 1,02 0,49	0,14 0,16 0,08
Art 32 Taux d'indemnités kilométriques	<b>Martinique et Guadeloupe</b> Motocyclettes (>125cm3) Vélocycleurs (de 50 à 125 cm3) <sup>1</sup> Bicyclettes (<50cm3) <sup>1</sup> <b>Guyane</b> Motocyclettes (>125cm3) Vélocycleurs (de 50 à 125 cm3) <sup>1</sup> Bicyclettes (<50cm3) <sup>1</sup> <b>Réunion et Mayotte</b> Motocyclettes (>125cm3) Vélocycleurs (de 50 à 125 cm3) <sup>1</sup> Bicyclettes (<50cm3) <sup>1</sup> <b>Saint-Pierre et Miquelon</b> Motocyclettes (>125cm3) Vélocycleurs (de 50 à 125 cm3) <sup>1</sup> Bicyclettes (<50cm3) <sup>1</sup>	0,35 0,22 0,13 0,46 0,31 0,20 0,52 0,34 0,19 0,29 0,17 0,11	0,06 0,04 0,02 0,08 0,05 0,04 0,09 0,06 0,03 0,05 0,03 0,02
Art 36	Taux des indemnités de première mise Entretien		141,02 3,94

<sup>1</sup> le montant mensuel des indemnités kilométriques ne peut être inférieur à 4,88 euros

## ANNEXE N° 3 (suite)

**MINISTÈRE** : Ministère de la fonction publique et de la réforme de l'Etat

**RÉFÉRENCE** : arrêté du 20 septembre 2001

**TITRE** : fixant les taux des indemnités kilométriques prévues aux articles 31 et 32 du décret n°90-437 du 28 mai 1990 modifié et modifiant l'arrêté du 1<sup>er</sup> juillet 1999 fixant les taux des indemnités forfaitaires de déplacement prévues aux articles 9 et 36 du décret n°90-437 du 28 mai 1990 modifié

**PUBLICATION** : Journal officiel du 28 septembre 2001

Texte modifié	Nature de la mesure	Montants actuels en francs	Montants en euros
Arrêté du 20 septembre 2001 fixant les taux des indemnités kilométriques prévues au décret du 28/05/90 Art 31 décret 28/05/1990	<b>Les taux des indemnités kilométriques sont applicables à compter du 1<sup>er</sup> février 2001</b>		
	<b>Véhicules de 5 CV et moins</b>		
	jusqu'à 2 000 km	1,38	0,21
	de 2 001 à 10 000 km	1,64	0,25
	au delà de 10 000 km	0,92	0,14
	<b>Véhicules de 6CV et 7 CV</b>		
	jusqu'à 2 000 km	1,71	0,26
	de 2 001 à 10 000 km	2,03	0,31
	au delà de 10 000 km	1,25	0,19
	<b>Véhicules de 8CV et plus</b>		
	jusqu'à 2 000 km	1,90	0,29
	de 2 001 à 10 000 km	2,30	0,35
	au delà de 10 000 km	1,38	0,21

## ANNEXE N° 3 (suite)

Art 32 décret 28/05/1990	motocyclette (> 125 cm3)		0,10
	vélocycle (de 50 à 125 cm3)		0,07
	bicyclette à moteur auxiliaire (< 50 cm3)		0,06
	voiturette		0,06
Art 9 décret 28 mai 1990	<b>Les taux des indemnités de mission sont applicables à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2001</b>		
	<b>Indemnités de repas</b>	90	13,72
	<b>Indemnités de nuitée</b>		
	Paris	350,02	53,36
	Province	249,99	38,11
	<b>Indemnités journalières</b>		
	Paris	530,01	80,80
	Province	429,98	65,55
	<b>A compter du 1<sup>er</sup> juin 2002</b>		
	<b>Indemnités de repas</b>		15,25
	<b>Indemnités de nuitée</b>		
	Paris		53,36
	Province		38,11
	<b>Indemnités journalières</b>		
Paris		83,83	
Province		68,61	

## ANNEXE N° 3 (suite)

**MINISTÈRE** : Ministère de l'Intérieur

**RÉFÉRENCE** : Décret n°2001-168 du 20 février 2001

**TITRE** : Adaptation de la valeur en euros de certains montants exprimés en francs dans les décrets applicables dans la collectivité territoriale de Mayotte

**PUBLICATION** : Journal officiel du 23 février 2001

Texte modifié	Nature de la mesure	Montants actuels en francs	Montants en euros (2002)
Décret n° 88-295 du 28 mars 1988			
Articles 2, 3, 4 et 9	Prime d'équipement et prime à l'emploi dans la collectivité territoriale de Mayotte	150 000 000 30 000 000 15 000 000 1 000 000	22 800 000 4 570 000 2 280 000 150 000
Décret n° 95-1164 du 6 novembre 1995			
Articles 1 et 2	Aide aux demandeurs d'emploi créateurs d'entreprises de la collectivité territoriale de Mayotte	25 000 400 300	3 815 61 46



## ANNEXE N° 3 (suite)

**MINISTÈRE** : Ministère de l'Intérieur

**RÉFÉRENCE** : Décret en Conseil d'Etat n°2001-183 du 22 février 2001

**TITRE** : Adaptation de la valeur en euros de certains montants exprimés en francs (dispositions réglementaires issues de décrets en Conseil d'Etat : Intérieur et Outre-Mer)

**PUBLICATION** : Journal officiel du 25 février 2001

Texte modifié	Nature de la mesure	Montants actuels en francs	Montants en euros (2002)
<b>CODE ÉLECTORAL</b>			
R 39-1		20 000	3 000
<b>CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES</b>			
R 2221-76	Seuil des recettes d'exploitation au-delà duquel les fonctions d'agent comptable peuvent être confiées à un comptable spécial	500 000	75 000
R 2222-3	Seuil de recettes de fonctionnement de la commune au delà duquel les comptes entreprise liées à la commune par une convention financière doivent être examinés	500 000	75 000
R 2241-5	Plafond dispensant des formalités de purge des privilèges et hypothèques pour immeubles acquis à l'amiable	50 000	7 700
R 2333-45	Tarif de la taxe de séjour suivant les modes d'hébergement	2	0,31
	Tarif de la taxe de séjour suivant les modes d'hébergement	5	0,77
	Tarif de la taxe de séjour suivant les modes d'hébergement	6	0,92

## ANNEXE N° 3 (suite)

R 2333-60	Tarif de la taxe forfaitaire de séjour suivant les modes d'hébergement	2	0,31
	Tarif de la taxe forfaitaire de séjour suivant les modes d'hébergement	5	0,77
	Tarif de la taxe forfaitaire de séjour suivant les modes d'hébergement	6	0,92
R 2333-114	Redevances occupation du domaine public par ouvrages de transport ou de distribution de gaz	200	31
		20	3
		10	2
		5	1
R 2333-116	Plafond des redevances occupation du domaine public (ouvrages établis par un particulier en vertu de permissions de voirie)	100	16
		20	3
		10	2
		5	1
R 3213-8	Plafond dispensant des formalités de purge des privilèges et hypothèques pour immeubles acquis à l'amiable (départements)	50 000	7 700
R 3241-3	Seuil de recettes de fonctionnement du département au delà duquel les comptes entreprises liées au département par une convention financière doivent être examinés.	500 000	75 000
R 3333-12	Redevance occupation du domaine public par ouvrages de transport ou de distribution de gaz - Département	200	31
		20	3
		10	2
		5	1
R 3333-14	Plafond des redevances occupation du domaine public (ouvrages établis par un particulier en vertu de permission de voirie) - Département	100	16
		20	3
		10	2
		5	1
R 4221-1	Plafond dispensant des formalités de purge des privilèges et hypothèques pour immeuble acquis à l'amiable	50 000	7 700

## ANNEXE N° 3 (suite)

R 4433-20	Dotation SAR DOM	1 000 000	152 500
<b>DISPOSITIONS NON CODIFIÉES</b>			
Décret du 30 décembre 1809 Article 42	Fabrique des églises	200 000	30 500
Décret n° 90-606 du 9 juillet 1990 Article 11	Limitation des dépenses électorales et clarification du financement des activités politiques	20 000	3 000
Décret n° 2000- 376 du 28 avril 2000 Article 1	Protection des transports de fonds	200 000	30 000

## ANNEXE N° 3 (suite)

**MINISTÈRE** : Ministère de l'Intérieur

**RÉFÉRENCE** : Décret n°2001-200 du 1<sup>er</sup> mars 2001

**TITRE** : Adaptation de la valeur en euros de certains montants exprimés en francs dans des articles du code général des collectivités territoriales

**PUBLICATION** : Journal officiel du 3 mars 2001

Texte modifié	Nature de la mesure	Montants actuels en francs	Montants en euros (2002)
<b>CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES</b>			
D-1611-1	Seuil de mise en recouvrement des créances non fiscales des CEPL	30	5
D-2333-74	Barème du prélèvement progressif perçu au profit de l'Etat	10% => 380 000	10 % => 58 000
		15 % de 380 001 à 750 000	15% de 58 001 à 114 000
		25 % de 750 001 à 2 220 000	25% de 114001 à 338 000
		35% de 2 220 001 à 4 125 000	35% de 338001 à 629 000
		45% de 4 125 001 à 6 875 000	45% de 629001 à 1 048 000
		55% de 6 875 001 à 20 625 000	55% de 1 048 001 à 3 144 000
		60% de 20 625 001 à 34 375 000	60% de 3 144 001 à 5 240 000

## ANNEXE N° 3 (suite)

D 2333-74		65% de 34 375 001 à 48 125 000	65% de 5 240 001 à 7 337 000
		70% de 48 125 001 à 61 875 000	70% de 7 337 001 à 9 433 000
		80% au-delà de 61 875 000	80% au-delà de 9 433 000

## ANNEXE N° 3 (suite)

**MINISTÈRE** : Ministère de l'Intérieur

**RÉFÉRENCE** : Décret n°2001-230 du 12 mars 2001

**TITRE** : Adaptation de la valeur en euros de certains montants exprimés en francs dans le décret n° 95-341 du 29 mars 1995 relatif au montant des aides forfaitaires prévues par les articles R 831-5 et R 831-6 du code du travail

**PUBLICATION** : Journal officiel du 17 mars 2001

<b>Texte modifié</b>	<b>Nature de la mesure</b>	<b>Montants actuels en francs</b>	<b>Montants en euros (2002)</b>
Décret n° 95-341 du 29 mars 1995			
Article 1 1°	Montant des aides forfaitaires	1 000	152
Article 1 2°	Idem	2 000	305

## ANNEXE N° 3 (suite)

**MINISTÈRE** : Ministère de l'Intérieur

**RÉFÉRENCE** : Décret n°2001-379 du 30 avril 2001

**TITRE** : Fixation du montant en euros de la subvention reçue à partir duquel les associations sont soumises à certaines obligations

**PUBLICATION** : Journal officiel du 3 mai 2001

<b>Texte modifié</b>	<b>Nature de la mesure</b>	<b>Montants actuels en francs</b>	<b>Montants en euros (2002)</b>
Code du commerce			
Article L612-4 1 <sup>er</sup> alinéa	Montant des subventions reçues à partir duquel les associations sont soumises à certaines obligations	1 000 000	150 000

## ANNEXE N° 3 (suite)

<b>MINISTÈRE</b> : Ministère de l'Intérieur
<b>RÉFÉRENCE</b> : Arrêté du 26 mars 2001
<b>TITRE</b> : Modifiant l'arrêté du 23 décembre 1959 relatif à la réglementation des jeux dans les casinos des stations balnéaires, thermales et climatiques
<b>PUBLICATION</b> : Journal officiel du 18 avril 2001

Texte modifié	Nature de la mesure	Montants actuels en francs	Montants en euros (2002)
Art 36	Obligation d'affichage :		
	Valeur de change des jetons ou plaques aux tables de jeux pour la boule et le vingt-trois ou des espèces à une caisse spéciale	500	100
	Montant enjeux assurés contre le "refait"	50	10
	Valeur mise minimale machines à sous	1	0,10
Art 37	Valeur change jetons, plaques, espèces	500	100
Art 39 2 <sup>ème</sup> alinéa	Fixation mise minimale machines à sous	1	0,10
Art 39 4 <sup>ème</sup> et 5 <sup>ème</sup> alinéa	Change billet de banque ou plaque	100	20
Art 56 dernier alinéa	Enjeux assurés contre le "refait" pour le trente-quatre	50	10
Art 57-14 2 <sup>ème</sup> alinéa	Minimum mise punto banco	20	1
Art 57-17 2 <sup>ème</sup> alinéa	Minimum mise stud poker	5	1
Art 60 7 <sup>ème</sup> alinéa	Minimum enjeux baccara	1	1
Art 61 dernier alinéa	Arrondissement montant prélèvement au profit du casino au baccara	au multiple de 1F le plus voisin	à la dizaine de centime d'euro la plus voisine
Art 63 5 <sup>ème</sup> alinéa	Montant des mises des pontes baccarra	10	1
Art 64	Changement de libellé de monnaie	franc	euro
Art 65 3 <sup>ème</sup> alinéa	Minimum des mises à l'écarté		0,10



## ANNEXE N° 3 (suite)

Art 69-12	Montant des mises pour machines à sous	1	0,10
Art 69-23	Versement de toutes les fausses pièces et monnaies étrangères trouvées	étrangères	non libellées en euros
Art 84 1 <sup>er</sup> alinéa	Valeur des différents carnets de tickets de jeux	1	0,10
		10	1
		100	10
Art 84 dernier alinéa		1 000	100

## ANNEXE N° 3 (suite)

**MINISTÈRE** : Ministère de l'Intérieur

**RÉFÉRENCE** : Arrêté du 23 avril 2001

**TITRE** : Modifiant l'arrêté du 15 septembre 1978 fixant les frais de contrôle des jeux de contrepartie autres que la boule et le vingt-trois

**PUBLICATION** : Journal officiel du 4 mai 1978

Texte modifié	Nature de la mesure	Montants actuels en francs	Montants en euros (2002)
Art 1	Frais de contrôle des jeux de la roulette, de la roulette dite américaine, de la roulette dite anglaise, du trente et quarante, du black jack, du craps, du stud poker de casino et du punto blanco	75 37	12 6

## ANNEXE N° 3 (suite)

<p><b>MINISTÈRE</b> : Ministère de l'Intérieur</p> <p><b>RÉFÉRENCE</b> : Arrêté du 23 avril 2001</p> <p><b>TITRE</b> : Modifiant l'arrêté du 3 décembre 1999 fixant le montant forfaitaire des frais de contrôle versés par les casinos pour l'exploitation des machines à sous</p> <p><b>PUBLICATION</b> : Journal officiel du 11 mai 2001</p>
---

<b>Texte modifié</b>	<b>Nature de la mesure</b>	<b>Montants actuels en francs</b>	<b>Montants en euros (2002)</b>
Art 1		1 000	150

## ANNEXE N° 3 (suite)

**MINISTÈRE** : Ministère de l'Intérieur

**RÉFÉRENCE** : Arrêté du 4 juillet 2001

**TITRE** : Adaptation de la valeur en euros d'un montant exprimé en francs dans l'arrêté interministériel du 4 août 1993 portant déconcentration en matière d'indemnisation des victimes d'accidents de la circulation dans les territoires d'outre-mer.

**PUBLICATION** : Journal officiel du 21 juillet 2001

Texte modifié	Nature de la mesure	Montants actuels en francs	Montants en euros (2002)
Arrêté du 4 août 1993 Art 1	portant déconcentration en matière d'indemnisation des victimes d'accidents de la circulation dans les territoires d'outre-mer	100 000	15 000

## ANNEXE N° 3 (suite)

**MINISTÈRE** : Ministère de l'Intérieur

**RÉFÉRENCE** : Arrêté du 12 juillet 2001

**TITRE** : Adaptation de la valeur en euros de certains montants exprimés en francs dans l'arrêté ministériel du 16 juin 1982 portant délégation de pouvoirs au préfet de police et aux préfets chargés des secrétariats généraux pour l'administration de la police.

**PUBLICATION** : Journal officiel du 28 juillet 2001

<b>Texte modifié</b>	<b>Nature de la mesure</b>	<b>Montants actuels en francs</b>	<b>Montants en euros (2002)</b>
Arrêté du 16 juin 1982 Art 1	Provisions	20 000	3 000
	Indemnisations définitives	100 000	15 000

## ANNEXE N° 3 (suite)

**MINISTÈRE** : Ministère de l'Intérieur

**RÉFÉRENCE** : Arrêté du 9 novembre 2001

**TITRE** : fixant le montant maximum de l'encaisse des régisseurs de recettes des préfectures et sous-préfectures.

**PUBLICATION** : Journal officiel du 23 novembre 2001

Texte modifié	Nature de la mesure	Montants actuels en francs	Montants en euros (2002)
Arrêté du 29 juillet 1993 Art 7	Montant maximum de l'encaisse en numéraire		18 300

## ANNEXE N° 3 (suite)

**MINISTÈRE** : Ministère de la jeunesse et des sports

**RÉFÉRENCE** : Décret n° 2001-828 du 4 septembre 2001

**TITRE** : pris pour l'application de l'article 19-3 de la loi 84-610 du 16 juillet 1984 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives

**PUBLICATION** : Journal officiel du 12 septembre 2001

Texte modifié	Nature de la mesure	Montants actuels en francs	Montants en euros (2002)
Loi du 16 juillet 1984 modifiée Art 11	Montant maximum des subventions que les associations sportives ou sociétés sportives peuvent recevoir par saison sportive sur le fondement de l'article 19-3, des collectivités territoriales, de leurs groupements ou des établissements publics de coopération intercommunale		2 300 000

## ANNEXE N° 3 (suite)

**MINISTÈRE** : Ministère de la jeunesse et des sports

**RÉFÉRENCE** : Décret n° 2001-829 du 4 septembre 2001

**TITRE** : pris pour l'application de l'article 19-4 de la loi 84-610 du 16 juillet 1984 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives

**PUBLICATION** : Journal officiel du 12 septembre 2001

Texte modifié	Nature de la mesure	Montants actuels en francs	Montants en euros (2002)
Loi du 16 juillet 1984 modifiée Art 11	Le montant maximum des sommes versées est fixé à 30% du total des produits du compte de résultat N-1 de la société dans le limite, par saison sportive de		1 600 000



## ANNEXE N° 3 (suite)

<b>MINISTÈRE</b> : Ministère de la Justice
<b>RÉFÉRENCE</b> : Décret en Conseil d'Etat n° 2001-373 du 27 avril 2001
<b>TITRE</b> : Adaptation de la valeur en euros de certains montants exprimés en francs (dispositions réglementaires issues de décrets en Conseil d'État : justice).
<b>PUBLICATION</b> : Journal officiel du 29 avril 2001

Texte modifié	Nature de la mesure	Montants actuels en francs	Montants en euros (2002)
<b>AMENDES OU AUTRES SANCTIONS PÉCUNIAIRES OU Y FAISANT RÉFÉRENCE</b>		CF tableau figurant en annexe 1 de l'ordonnance du 19 septembre 2000 (à l'exception des deux montants ci-après)	
R 49 du code de procédure pénale	Amende forfaitaire (exception au tableau)	30	4
R 49-7 du code de procédure pénale	Amende forfaitaire (exception au tableau)	50	7
<b>CODE DE JUSTICE ADMINISTRATIVE</b>			
Article R 222-14	Montant des indemnités	50 000	8 000
<b>CODE DE L'ORGANISATION JUDICIAIRE</b>			
R 311-2	TGI en 1 <sup>er</sup> et dernier ressort	25 000	3 800
R 321-1	TI en dernier ressort	25 000	3 800
	TI à charge d'appel	50 000	7 600
R 321-2	TI en dernier ressort et à charge d'appel	25 000	3 800

## ANNEXE N° 3 (suite)

R 321-6	TI en dernier ressort et à charge d'appel	25 000	3 800
R 321-15	TI à charge d'appel	5 000	800
	Idem	25 000	3 800
<b>CODE DE PROCÉDURE PÉNALE</b>			
R 107	Frais d'honoraires d'experts	3 000	460

**DISPOSITIONS NON CODIFIÉES**

Aide juridictionnelle			
Décret n° 91-1266 du 19 décembre 1991			
Article 92	Rétribution des avoués	1 750	267
	Rétribution des avoués majorations pour incidents	375	57
Article 93	Rétribution des avocats	2 500	382
	Rétribution des avocats (demande sursis à exécution)	750	115
	Rétribution des avocats (demande article 27 décret 63-766 du 30/07/1963)	1 000	153
	Rétribution des avocats (Avis Conseil d'Etat)	1 250	191
Article 94	Rétribution des huissiers de justice (par acte)	65	10
	Rétribution des huissiers de justice (par procès-verbal)	140	22
	Rétribution des huissiers de justice (expulsion)	275	42
	Rétribution des huissiers de justice (majoration copies pièces)	22	3,5

## ANNEXE N° 3 (suite)

Article 95	Rétribution des notaires (par acte/droit fixe)	120	18
	Rétribution des notaires (par acte/droit proportionnel)	350	54
Article 96	Rétribution des commissaires priseurs	150	23
Article 97	Rétribution des greffiers	140	22
<b>DROIT CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE</b>			
Décret n° 65-961 du 5 novembre 1965 Article 8	Dépôt gestion des fonds et valeurs mobilières des mineurs (autorisation du Conseil de famille)	100 000	15 300
Décret n° 85-422 du 10 avril 1985			
Articles 9 et 10	Contestations, compétence TI : Si rente originaire < Si rente payée au jour de demande en justice <	5 000 13 000	800 2 000
Décret n° 92-755 du 31 juillet 1992 Article 82	Autorisation juge exécution pour saisie-vente si créance inférieure	3 500	535
<b>DROIT COMMERCIAL</b>			
Décret n° 67-236 du 23 mars 1967			
Article 12	Total bilan	10 000 000	1 550 000
	Montant C.A. H.T.	20 000 000	3 100 000
Article 128	Capital société	5 000 000	750 000
	Idem	50 000 000	7 500 000
	Idem	100 000 000	15 000 000
Article 200	Idem	5 000 000	750 000
	Idem	50 000 000	7 500 000
	Idem	100 000 000	15 000 000

## ANNEXE N° 3 (suite)

Article 244	Montant net C.A. H.T.	120 000 000	18 000 000
Article 248-14	Total bilan	100 000 000	15 000 000
	Montant net C.A. H.T.	200 000 000	30 000 000
Décret n° 83-1020 du 29 novembre 1983 - Article 17	Bilan : total	1 750 000	267 000
	Cpte résultat :	3 500 000	534 000
	Annexe : total bilan	13 000 000	2 000 000
	Annexe : montant CA	26 000 000	4 000 000
Décret n° 85-295 du 1 <sup>er</sup> mars 1985			
Article 22	Total bilan	20 000 000	3 100 000
	Montant ressources	5 000 000	750 000
	Total bilan	10 000 000	1 550 000
Article 25	Montant HT CA	120 000 000	18 000 000
Article 33	Total bilan	10 000 000	1 550 000
	Montant HT CA	20000 000	3 100 000
Article 34	Montant HT CA	120 000 000	18 000 000
Décret n° 85-1387 du 27 décembre 1985 - Article 1er	Seuil du CA	20 000 000	3 100 000
Décret n° 86-221 du 17 février 1986 - Article 13	Total bilan	100 000 000	15 000 000
	Montant HT CA	200 000 000	30 000 000
<b>PROFESSIONS RÉGLEMENTÉES</b>			
Décret n° 60-323 du 2 avril 1960			
Article 2	Droit fixe : 2 si litige <	3 000	457
Article 4	Droit proportionnel = 3% de	1	0
	à	7 000	1 068
	Droit proportionnel = 2% de	7 000,01	1 068,01
	à	14 000	2 135
	Droit proportionnel = 1% de	14 000,01	2 135,01

## ANNEXE N° 3 (suite)

Article 4	à	26 000	3 964
	Droit proportionnel = 0,50% de	26 000,01	3 964,01
	à	60 000	9 147
Article 9	Intérêt du litige : valeur rente	200	30
Article 11	Intérêt du litige : chiffre demande	3 000	457
Article 12	idem	3 000	457
Article 29	Vente judiciaire : montant adjudication	200	30
Article 46	Purge d'hypothèques : droit proportionnel = 0,8% =>	4 000	610
	Sur l'excédent, 0,4% =>	10 000	1 524
Article 54	Émouement = 0,8% =>	4 000	610
	Emouement = 0,4% =>	10 000	1 524
Article 67		20	3
Décret n° 72-678 du 20 juillet 1972			
Article 30	Montant garantie financière	750 000	110 000
Article 32	Garantie minimale	200 000	30 000
Article 35	Montant garantie	200 000	30 000
Décret n° 75-785 du 21 août 1975 Article 2	Emouements alloués aux avocats, droit gradué	30	4,6
	Idem	40	6
	Idem	40,10	6,1
	Idem	42	6,4
	Idem	58	8,9
	Idem	96	15
	Idem	96,10	15,1
	Idem	192	29
Décret n° 78-262 du 8 mars 1978			
Article 3	Montant des émoluments	500 000	80 000
Tableau I			
Numéro 13	Certificat de propriété : valeur bien	10 000	1 524
Numéro 58	Mutation de propriété	300 000	45 735

## ANNEXE N° 3 (suite)

Numéro 95	Vente par adjudication judiciaire	200	30
Tableau II			
Numéro 19	Préemption : valeur du bien	10 000	1 524
Numéro 22	Publicité foncière	50 000	7 622
	Publicité foncière	50 001	7 623
	Publicité foncière	120 000	18 294
Article 23 série 1,2 et 3	Bases	De 0 à 20 000	De 0 à 3 050
	Bases	De 20 001 à 40 000	Au delà de 3050 et jusqu'à 6 100
	Bases	De 40 001 à 110 000	Au delà de 6100 et jusqu'à 16 770
	Bases	Au dessus de 110 000	Au delà de 16 770
	Bases	De 110 001 à 800 000	Au delà de 16 770 jusqu'à 121 960
	Bases	Au dessus de 800 000	Au delà de 121 960
Décret n° 85- 1390 du 27 décembre 1985			
Article 2	Administrateurs judiciaires (droit fixe pour procédure de redressement judiciaire)	15 000	2 287
Article 3	Élaboration bilan économique et social, et du plan de redressement (taux de base de la rémunération)	450	69
Article 6	Droit proportionnel sur CA	450 000	68 602
Article 7	Droit proportionnel sur prix de cession	250 000	38 112
Article 13	Droit fixe par créance alloué au représentant des créanciers : vérification créance	150	23
		250	38
		1 000	152

## ANNEXE N° 3 (suite)

Article 14	Droit fixe par créance alloué au représentant des créanciers : établissement relevé de créances	500	76
	Idem	400	61
	Idem	300	46
	Idem	250	38
	Idem	200	30
	Idem	150	23
	Idem	100	15
Article 16	Ensemble des droits alloués au représentant des créanciers	450 000	68 602
Article 18	Droit proportionnel alloué au liquidateur pour tout recouvrement d'actif	450 000	68 602
Article 35	rémunération administrateur judiciaire	300 000	45 735
	Idem	600 000	91 469
Article 36	Idem	600 000	91 469
Article 6	Droit proportionnel CA HT° : tranches	De 0 à 1 000 000	De 0 jusqu'à 152 450
		De 1 000 001 à 3 000 000	Au delà de 152 450 et jusqu'à 457 350
		De 3 000 001 à 10 000 000	Au delà de 457 350 et jusqu'à 1 524 490
		De 10 000 001 à 30 000 000	Au delà de 1 524 490 et jusqu'à 4 573 470
		Au delà de 30 000 000	Au delà de 4 573 470
7 et 18	Droit proportionnel (prix cessions) : tranches	De 0 à 100 000	De 0 jusqu'à 15 245
		De 100 001 à 300 000	Au delà de 15 245 et jusqu'à 45 735

## ANNEXE N° 3 (suite)

		De 300 001 à 1 000 000	Au delà de 45 735 et jusqu'à 152 450
		De 1 000 001 à 1 500 000	Au delà de 152 450 et jusqu'à 228 675
		De 1 500 001 à 3 000 000	Au delà de 228 675 et jusqu'à 457 350
		De 3 000 001 à 5 000 000	Au delà de 457 350 et jusqu'à 762 245
		De 5 000 001 à 10 000 000	Au delà de 762 245 et jusqu'à 1 524 490
		De 10 000 001 à 50 000 000	Au delà de 1 524 490 et jusqu'à 7 622 450
		Au delà de 50 000 000	Au delà de 7 622 450
Décret n° 91-1197 du 27 novembre 1991			
Article 205	Couverture des avocats contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle - Limite de la garantie	2 000 000	305 000
	Idem - Limite de la franchise	20 000	3 050
Article 230	Paiement par chèques ou virements bancaires ou postaux.	1 000	150
Décret n° 96-1080 du 12 décembre 1996			
Article 7	Barèmes pour actes, formalités ou requêtes relatifs à une obligation pécuniaire (détermination des droits fixes)	840	128
		8 400	1 280



## ANNEXE N° 3 (suite)

Article 8 I	Droit proportionnel alloué aux huissiers de justice (barèmes)	10 % => 800	10 % => 125
		6,5 % de 801 à 4 000	6,5% de 125 et jusqu'à 610
		3,5% de 4 001 à 10 000	3,5% au delà de 610 et jusqu'à 1 525
		0,30% au delà de 10 000	0,30% au delà de 1 525
Article 13	Droit d'engagement de poursuites perçus au profit de l'huissier de justice (barème)	De 0 à 2 000F : 2 taux de base par tranche de 500F	De 0 à 304 : 2 taux de base par tranche de 76
		De 2 001 à 6 000F : 8 taux de base + 2 taux de base par tranche de 1 000F	Au delà de 304 et jusqu'à 912 : 8 taux de base + 2 taux de base par tranche de 152
		De 6 001 à 20 000F : 16 taux de base + 2 taux de base par tranche de 2 000F	Au delà de 912 et jusqu'à 3 040 : 16 taux de base + 2 taux de base par tranche de 304
		Supérieure à 20 000F : 30 taux de base + 2 taux de base par tranche de 10 000F	Supérieure à 3 040 : 30 taux de base + 2 taux de base par tranche de 1 520
Décret n° 78 262 du 8 mars 1978 Article 19 4 <sup>ème</sup> alinéa	Sommes dues aux notaires	L'assiette de l'émolument est arrondie au franc le plus proche	L'assiette de l'émolument est arrondie à l'euro le plus proche

## ANNEXE N° 3 (suite)

<b>Spécificité Nouvelle Calédonie, TOM et collectivités territoriales de Saint-Pierre et Miquelon et Mayotte</b>			
<b>CODE ORGANISATION JUDICIAIRE</b>			
R 931-9	Montant de la demande en principal (tribunal de première instance statuant en dernier ressort)	11 000	1 680
R 943-2	Montant de la demande en principal (tribunal de première instance statuant en dernier ressort)	3 000	460
Décret n° 96-292 du 2 avril 1996			
Article 56	Aide juridictionnelle, rétribution par acte des huissiers de justice.	34	5,2
	Aide juridictionnelle, rétribution par procès-verbal des huissiers de justice	74	12
Article 57	Aide juridictionnelle, rétribution par acte des notaire	24	3,7

## ANNEXE N° 3 (suite)

**MINISTÈRE** : Ministère de la Justice

**RÉFÉRENCE** : Décret n° 2001-476 du 30 mai 2001

**TITRE** : Adaptation de la valeur en euros du montant exprimé en francs figurant dans le décret n° 80-533 du 15 juillet 1980 pris pour l'application de l'article 1341 du code civil

**PUBLICATION** : Journal officiel du 3 juin 2001

<b>Texte modifié</b>	<b>Nature de la mesure</b>	<b>Montants actuels en francs</b>	<b>Montants en euros (2002)</b>
Décret n° 80-533 du 15 juillet 1980 Art 1	Acte devant notaires ou sous signatures privées	5 000	800

## ANNEXE N° 3 (suite)

**MINISTÈRE** : Ministère de la Justice

**RÉFÉRENCE** : Arrêté du 20 juillet 2001

**TITRE** : Adaptation de la valeur en euros de certains montants exprimés dans le code de procédure pénale (4<sup>ème</sup> partie : arrêtés)

**PUBLICATION** : Journal officiel du 8 août 2001

Texte modifié	Nature de la mesure	Montants actuels en francs	Montants en euros (2002)
Code de procédure pénale (4 <sup>ème</sup> partie : arrêtés)			
A.41	Participation des détenus aux frais de leur entretien Par mois Par jour	300 10	45 1,5
A.41-1	Somme à partir de laquelle les dépôts sur livrets d'épargne doivent être effectués	1 500	229
A.42	Somme annuelle ayant un caractère alimentaire Doublée à l'occasion des fêtes de fin d'année	1200 2 400	183 366

## ANNEXE N° 3 (suite et fin)

**MINISTÈRE** : Premier Ministre

**RÉFÉRENCE** : Arrêté du 1<sup>er</sup> octobre 2001

**TITRE** : conditions de fixation et de détermination du montant des frais de copie d'un document administratif

**PUBLICATION** : Journal officiel du 2 octobre 2001

Texte modifié	Nature de la mesure	Montants actuels en francs	Montants en euros
Arrêté du 29 mai 1980 abrogé par arrêté du 1 <sup>er</sup> octobre 2001 (JO du 2 octobre 2001)  Art 2	Montant des frais de copie de documents autres que d'envoi postal		
	Impression noir et blanc (A4) par page	1	0,18
	Disquette	non fixé	1,83
	Cédérom	non fixé	2,75

ANNEXE N° 4 : Modifications des seuils et montants fixés par instructions, notes de service ou lettres circulaires.

**A – SECTEUR DU RECOUVREMENT**

Texte modifié	Nature de la mesure	Montants actuels en francs	Montants en euros (2002)
Instruction codificatrice n°99-026AM du 16 février 1999 Tome I, titre 1 P. 25	Montant des frais à compter desquels l'huissier a droit à une avance	300	45
P. 151	Montant maximum de l'avance	10 000	1 525
	Calcul des frais de poursuite à la charge du redevable	arrondi au franc inférieur	arrondi à l'euro inférieur

**B – SECTEUR LOCAL**

Texte modifié	Nature de la mesure	Montants actuels en francs	Montants en euros (2002)
Instruction codificatrice n°98-041 MO du 24/02/1998, chapitre 5, §2	Seuil au-dessus duquel les pièces justificatives attestant de l'irrecouvrabilité de la créance doivent être jointes à l'appui du compte de gestion	1 000	160
Instruction n°85-73-T1 du 17 juin 1985 relative à l'établissement et à la mise en état d'examen des comptes de gestion des CEPL	Valeur minimum des biens devant être suivis de façon détaillée dans le compte 214	5 000	760

## ANNEXE N° 4 (suite et fin)

**C - DEPENSE PUBLIQUE**

Texte modifié	Nature de la mesure	Montants actuels en francs	Montants en euros (2002)
Circulaire du 30 mars 1989 relative à la simplification de la réglementation des dépenses publiques (JO du 08/06/1989)	Seuil maximum de compétence des régisseurs pour régler les dépenses sans certificat de non-opposition	500	75
	Seuil maximum des paiements aux héritiers et indivisaires	35 000	5 300
	Seuil maximum des paiements aux mandataires de droit commun	35 000	5 300
	Seuil maximum des paiements aux promettants de porte-fort	16 000	2 400
Instruction 01-53 A4 R du 18 juin 2001	Gestion des cités administratives : travaux d'aménagement et d'amélioration assimilés à des travaux de gros entretiens supportés par le compte de commerce dans la limite H.T. de (à compter du 10/09/2001)		90 000

**D - VALEURS INACTIVES**

Texte modifié	Nature de la mesure	Montants actuels en francs	Montants en euros (2002)
	Seuil de prise en charge des valeurs inactives	1	1

**E - SECTEUR ETRANGER**

Texte modifié	Nature de la mesure	Montants actuels en francs	Montants en euros (2002)
Instruction M9-7	Seuil d'amortissement des acquisitions de matériels et outillages	2 500	400

ANNEXE N° 5 : Seuils et montants convertis à ce jour selon les règles communautaires mais dont une adaptation a été demandée.

**A – SECTEUR DU RECOUVREMENT**

Nature de la mesure	Montants actuels en francs	Montants en euros au 1 <sup>er</sup> janvier 2002
Seuil d'apurement des petits reliquats <sup>1</sup>	80	12,20
Seuil du commandement		
Seuil de notification de l'A.T.D.	110	16,77
Seuil de liquidation des intérêts moratoires au profit de l'Etat	10	1,52
	10	1,52
Seuil de liquidation des majorations de taxes d'urbanisme	10	2

Texte modifié	Nature de la mesure	Montants actuels en francs	Montants en euros (2002)
Code du travail Art R 145-2			
Nouveau barème de saisie des rémunérations	1 <sup>ère</sup> tranche	19 300	3 000
	2 <sup>ème</sup> tranche	38 100	5 920
	3 <sup>ème</sup> tranche	57 200	8 880
	4 <sup>ème</sup> tranche	76 000	11 800
	5 <sup>ème</sup> tranche	94 900	14 730
	6 <sup>ème</sup> tranche	114 000	17 700
	Majoration pour personne à charge	7 200	1 120

<sup>1</sup> pour les amendes, l'instruction codificatrice n°99-128 A6 du 22 décembre 1999 a porté le seuil d'apurement des petits reliquats à 110F (16,77 euros à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2002).



## ANNEXE N° 5 (suite)

**B - SECTEUR LOCAL**

Texte modifié	Nature de la mesure	Montants actuels en francs	Montants en euros (2002)
Instruction n°87-64 M11-M12-M51 du 21/05/1987	Règle d'imputation à la section d'investissement des biens meubles ne figurant pas dans la nomenclature NOR-INT B87-00120/C	4 000	500

**C - PROJET LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 2001**

Article	Nature de la mesure	Montants actuels en francs	Montants demandés en euros dans le projet de loi de finances rectificative pour 2001
Art 21 loi n°66-948 du 22/12/66 modifié par art 103 de la loi de finances pour 1985 n°84-1208	Seuil de remboursement des excédents	50	8
Art 28 loi de finances rectificative pour 1984 n°84-1209 du 29 décembre 1984 modifié par art 47 de la loi de finances rectificative pour 1989 n°89-936 du 29 décembre 1989.	Les créances de l'Etat et des organismes publics (collectivités locales, établissements publics locaux et nationaux)...dont la constatation est effectuée au moyen d'un ordre de recettes, est arrondi au franc le plus proche	Le franc le plus proche	Arrondi à l'euro le plus proche, la fraction d'euro égale 0, 50 étant comptée pour 1 euro

## ANNEXE N° 5 (suite et fin)

***D - NOTION D'EURO SYMBOLIQUE***

Aucun texte réglementaire ne contenant la notion de "franc symbolique", rien n'interdit dès lors de la remplacer, dans les prochains contrats, par la notion d'"euro symbolique".

Toutefois, si un contrat signé avant le 1<sup>er</sup> janvier 2002 contient l'expression "franc symbolique" (exemple un bail emphytéotique emportant un loyer de 1 franc symbolique), la traduction en euro n'est pas l'"euro symbolique" mais la division de la somme de 1F par le taux de conversion (1F / 6,55957), soit 0,15 euro, **sauf accord des parties** pour le porter à 1 "euro symbolique".